



ressources
&
territoires

Centre de ressources
POUR LES ACTEURS DE LA COHÉSION SOCIALE
en Midi-Pyrénées

Rapport d'activité

2014

Sommaire

Introduction.....	4
Professionalisation	7
Les cycles de formation	8
Les conférences-ateliers.....	15
Les formations « inter ».....	21
Les formations « intra ».....	24
Bilan général	27
Développement et animation de réseaux.....	29
Animation de réseaux professionnels	30
Participation à des réseaux	33
Capitalisation & diffusion	35
Le fonds documentaire : gestion/animation des Ressources	36
Les productions	41
Veille et diffusion de l'information.....	48
Accompagnement, conseil & aide à la décision	56
La démarche d'appui aux acteurs et aux systèmes.....	57
Accompagnement des territoires.....	58
Accompagnement des dispositifs.....	63
Études & recherches.....	71
Diagnostics locaux de Sécurité et de Prévention	72
Diagnostic Enfance Jeunesse	73
Observation des Territoires.....	74
Tableaux de bords et cartographies de la délinquance	75
Cartographie des sites d'apprentissages de la langue	79

Introduction

Contexte

Le Centre de ressources pour les acteurs de la cohésion sociale de Midi-Pyrénées « Ressources & Territoires » inscrit son action dans le cadre national défini par le Commissariat Général à l'Égalité des Territoires (CGET). Ses missions principales sont la qualification et l'accompagnement des acteurs dans la mise en œuvre des politiques publiques.

Dans l'exercice de ses missions et l'offre de ses activités, le centre de ressources intervient dans **une position de tiers** en respectant les orientations de l'État en région comme les orientations propres des collectivités territoriales et des autres institutions. Dans le contexte de politiques publiques souvent contractualisées entre l'État et les collectivités territoriales, le centre de ressources a pour ambition d'exercer une **mission d'intérêt général** en accompagnant les acteurs de la cohésion sociale.

Son Conseil d'Administration détermine des orientations et priorités stratégiques. Ressources & Territoires développe une coopération effective :

- entre les membres constitutifs du Groupement : l'État, les Collectivités Territoriales, la Direction Régionale de la Jeunesse, des Sports et de la Cohésion Sociale (DRJSCS), la Direction Régionale des Entreprises, de la Concurrence, de la Consommation, du Travail et de l'Emploi (DIRECCTE), le Centre National de la Fonction Publique Territoriale (CNFPT), l'Université Toulouse Le Mirail (UTM), l'Institut des Études Politiques (IEP) et l'ensemble des associations adhérentes.
- avec divers centres exerçant une fonction ressources en région.

La structure s'inscrit aussi dans les réseaux professionnels et les rencontres nationales initiés par le CGET, l'Agence Nationale de Lutte Contre l'Illettrisme (ANLCI).

Cadre d'intervention

Ressources & Territoires intervient dans une logique de projet de cohésion sociale territoriale.

Les interventions portent plus particulièrement sur les thématiques suivantes : accès aux savoirs de base, habitat, réussite éducative, santé, emploi, prévention et sécurité, lutte contre les discriminations et égalité femmes / hommes.

Ressources & Territoires intervient prioritairement - mais pas exclusivement - sur les territoires en Contrat Urbain de Cohésion Sociale (CUCS) en créant des espaces de rencontres réguliers entre les acteurs, en favorisant l'échange d'expériences, mais aussi en proposant un programme de formation annuel en relation avec les besoins exprimés. Cette offre se traduit notamment par la constitution et l'animation de véritables réseaux de professionnels par thématiques.

Missions de Ressources & Territoires

- Professionnalisation
- Développement et animations de réseaux
- Capitalisation & diffusion
- Accompagnement, conseil et aide à la décision
- Études & recherche
- Observation des territoires

La gouvernance du GIP

Le Conseil d'administration du GIP est présidé par **Marc CHAPPUIS**, Secrétaire Général pour les affaires régionales de Midi-Pyrénées.

Vice-Président : **Christophe LUBAC**, également Vice-Président du Sicoval et maire de Ramonville.

Le CA regroupe les représentants de l'État avec les directeurs de la DIRECCTE et de la DRJSCS. Il est composé de trois collèges :

- le collège des **organismes de formation supérieure ou professionnelle**, membres de l'assemblée générale, représenté par : Gérard CHAUBET (CNFPT Délégation Midi-Pyrénées), Daniel LACROIX (Université Toulouse Jean-Jaurès), Olivier PHILIPPE (IEP Toulouse).
- le collège des **collectivités territoriales**, représenté par Marie-Françoise BONELLO (Mairie de Gaillac), Christiane SERCOMANENS (Mairie de Figeac), Christophe LUBAC (Sicoval).
- le collège des **associations**, représenté par : Cécile BOGDANIK (Association Animation Jeunesse du Carmausin), Anne MARTY (Association CIDFF 31), Thierry COSTES (Association Mission Locale de Toulouse).

Les adhérents

L'État, représenté par ses différents services

- DRJSCS
- DDCSPP
- DIRECCTE
- DREAL
- Éducation Nationale
- GRETA
- PJJ
- CFA Public
- ...

Collectivités Territoriale

- Ville de Castanet Tolosan
- Ville de Figeac
- Ville de Fontsorbes
- Ville de Gaillac
- Ville de Graulhet
- Ville de Mazamet
- Ville de Moissac
- Ville de Pamiers
- Ville de Plaisance du Touch
- Ville de St Juéry
- Ville de St Orens de Gameville

Établissements Publics de Coopération Intercommunale (EPCI)

- Communauté d'Agglomération Castres-Mazamet
- Communauté d'Agglomération Albigeois
- Communauté d'Agglomération Muretain
- Communauté de Communes Decazeville-Aubin
- Communauté de Communes St-Girons
- Communauté de Communes St-Gaudinois
- Grand Auch Agglomération
- Grand Cahors
- Grand Rodez
- Sicoval
- Toulouse Métropole

Établissements Publics

- CNFPT Midi-Pyrénées
- Institut d'Études Politiques (IEP) de Toulouse
- Université Toulouse II Jean-Jaurès (UTM)

Associations

- ACCEPT
- AFEV
- AFORMAC Montauban
- AFPA régional
- AGIR abcd
- AJC Carmaux
- Alliances & Cultures
- AMS Grand Sud
- Ariège Alpha
- ASCO
- La Trame
- LRF
- Mission Locale de Toulouse
- MJC de St Gaudens
- Parole Expression
- Portes Ouvertes (Tarbes)
- PROGRESS
- Réseau Ados 81
- AVIE
- CIDFF 31
- CLAP Midi Pyrénées
- CPARLESMO
- CSF (section du Mirail)
- École Buissonnière
- Entraide, Partage et Travail
- ERASME
- Hérisson Bellor
- IRFSS, Croix Rouge Française
- Secours Populaire Colomiers
- Solidarité Villes
- Tactikollectif
- TO7
- Travail Différent
- Tremplin (Aurignac)
- YMCA (Colomiers)

Professionnalisation

Les cycles de formation
Les conférences - ateliers
Les formations « inter »
Les formations « intra »
Bilan général

La professionnalisation, mission socle de Ressources & Territoires, est une réponse apportée aux acteurs de Midi-Pyrénées pour les accompagner à la réalisation de leurs missions. Elle est mise en œuvre par différentes modalités d'actions :

- des cycles de formation (5 à 10 jours) ;
- des conférences, journées de réflexions collectives et co-construction de réponses à des problématiques locales/territoriales entre professionnels et avec l'appui d'un expert. A minima, 4 conférences annuelles (plénière le matin ; atelier/débat l'après-midi). Ces conférences donnent lieu à la réalisation d'actes disponibles en version papier et numérique, les Conf'At' ;
- des sessions courtes de formation, en « inter » sur un ou deux jours, sur un sujet d'actualité ou fondamental, sur des outils spécifiques ou encore sur des méthodologies ;
- des formations spécifiques sur mesure et à la demande, généralement en « intra » et hors catalogue.

Le programme de professionnalisation offre de nombreuses actions de formation, tout au long de l'année, et s'inscrit dans la co-élaboration et la production collective avec et pour les acteurs, afin de construire des actions répondant aux spécificités des structures et aux attentes des professionnels.

Ce programme leur permet d'enrichir leurs connaissances, de développer leurs compétences et participe à leur parcours de professionnalisation.

L'inscription se fait en ligne, directement via le site Web : www.ressources-territoires.com

Les cycles de formation

Deux cycles de formation ont été reprogrammés. Depuis plusieurs années, Ressources & Territoires les propose, suscitant chaque année un intérêt certain auprès des acteurs.

- Le cycle « Développer ses Compétences de Formateur » est réalisé chaque année ; il y a eu deux sessions en 2014. Pour répondre aux besoins des professionnels sur la construction de scénarios pédagogiques, un onzième jour a été rajouté à partir de la 2ème session.
- Le cycle « Connaissance des publics et prévention des processus d'exclusion » a été reprogrammé, mais pas en totalité : 2 modules sur 3 par rapport à 2013. Le module « Laïcité » devait être délocalisé en département mais a été suspendu faute de disponibilité d'agenda des acteurs concernés.
- Le cycle « De l'idée au projet : comment construire un projet – Toutes les étapes en 5 jours ». Programmé pour la 1^{ère} fois en 2013, ce cycle a été également renouvelé en 2014.

Thématiques des cycles

« DCF » (Développer ses compétences de formateur)	Accès aux savoirs de base
« Connaissance des publics et prévention des processus d'exclusion »	Discrimination – Égalité Femme-Homme
« De l'idée au projet : comment construire un projet – Toutes les étapes en 5 jours »	Emploi - Insertion

Comparatif 2011 / 2012 / 2013 / 2014

2011	2 cycles	13 jours	28 personnes	1 183 h « stagiaires »
2012	3 cycles	23 jours	34 personnes	1 799 h « stagiaires »
2013	2 cycles	28 jours	66 personnes	2 373 h « stagiaires »
2014	3 cycles	32 jours	68 personnes	2 391 h « stagiaires »

Cycle 1 : « Développer ses compétences de formateur » DCF

Public concerné

Ce cycle de formation est destiné aux formateurs débutants (salariés ou bénévoles) intervenant auprès de publics en difficulté sur les savoirs de base afin de leur permettre de se doter de repères fondamentaux, didactiques et opérationnels pour aborder l'apprentissage des savoirs de base et de développer un questionnement sur leur pratique.

Objectifs

Acquérir les savoirs théoriques et pratiques qui leur sont nécessaires pour construire et animer des séances auprès de publics maîtrisant peu ou pas les savoirs de base. Sur la période sont abordées les disciplines principales ainsi que la posture professionnelle à tenir face à ce type de public.

Réalisation

- 2 cycles programmés (1 sur chaque semestre)
- Journées de 7 heures – soit 140 heures de formation
- 14 personnes à la 1^{ère} session ; 7 personnes à la 2^{ème}

- ▶ 21 jours de formation réalisés
- ▶ 21 personnes ont suivi le cycle
- ▶ 1368 heures stagiaires

Pour pallier à l'absence accidentelle du formateur intervenant sur les mathématiques (1^{ère} session), l'architecture du cycle a été modifiée passant de 10 à 11 jours (2^{ème} session).

Les intervenantes

➤ Trois intervenantes extérieures :

Marie-Claire DURUSSEL : formatrice de formateurs, didacticienne en langue française ; est intervenue sur la communication orale pour la 1^{ère} session

Anna WAWRZYNIAK : formatrice de formateurs, didacticienne en langue française ; est intervenue sur la communication orale pour la 2^{ème} session

Vanina LECCIA : formatrice de formateurs, spécialisée sur l'apprentissage de la discipline auprès de publics en difficulté ; est intervenue sur la numération et les différentes opérations pour la 2^{ème} session

Catherine OULANIER : psychomotricienne, est intervenue sur la posture du formateur et l'acte d'apprendre, pour les 2 sessions

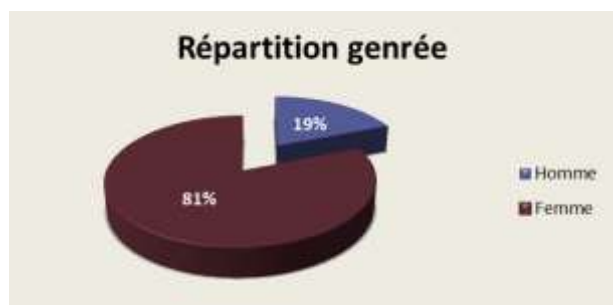
➤ Trois intervenantes internes à R&T :

Nicole ROUJA : Chargée de mission territoriale

Jenny COLLIN : Chargée d'information et de documentation

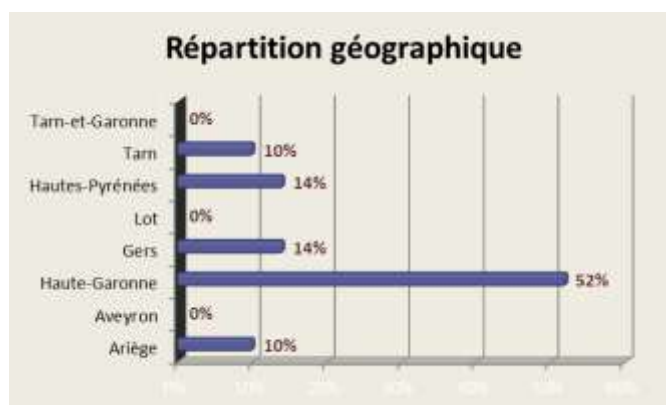
Nathalie CHEVIGNY : Chargée de formation

Typologie des participants

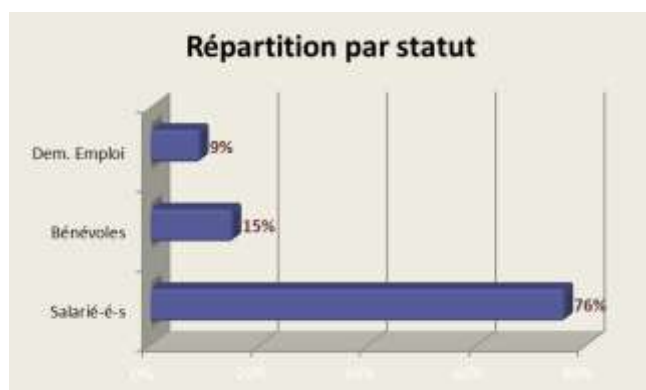


Hausse de la participation masculine :
+ 18% par rapport à 2013

Participation de 3 départements absents en 2013 :
Tarn, Hautes-Pyrénées et Gers.
Par effet, baisse de la Haute-Garonne : - 35 %



En haute-Garonne, les participants viennent principalement de la commune de Toulouse (64 %).



Les salariés restent majoritaires. Vu le nombre de participants (21 personnes) les demandeurs d'emploi représentent 9% mais ne concernent que 2 personnes.

L'ensemble des participants exerce sur le champ des savoirs de base, apprentissage de la langue, auprès de personnes en difficultés sur la langue française ou en situation d'illettrisme.

Les salariés travaillent dans des organismes de formation (19 %), dans des associations (44%), dans des ESAT (31 %), dans la fonction publique d'État (6%).

À noter sur l'ensemble des participants hors demandeurs d'emploi : 6 adhérents de 6 structures différentes. Sur les 13 restants, 5 font partis des réseaux animés par R&T (réseau des ESAT).

Cycle 2 : « Connaissance des publics et prévention des processus d'exclusion »

Contexte

Dans un paysage social, économique et religieux en pleine mutation, l'actualité ne cesse d'interpeller les acteurs sur des questions « sensibles » de société : laïcité, religion, égalité homme/femme, exclusion, discrimination, ...

Ces moments de réflexion sont d'autant plus nécessaires que la société française, depuis quelques temps, est traversée par de nombreux débats autour de la question de l'identité nationale et des discriminations.

Objectifs

Ces journées de formation ont eu pour objectif d'approfondir les connaissances sur ces thématiques, d'appréhender ces différents concepts et de travailler sur ses propres valeurs et représentations.

Réalisation

Le cycle a été décliné en 2 modules.

Chacun des 2 modules pouvaient être suivis indépendamment l'un de l'autre.

- ▶ 6 jours de formation réalisés
- ▶ 30 personnes ont suivi le cycle
- ▶ 572 heures stagiaires

➤ « Interculturalité 1 - Diversité culturelle et accompagnement des publics » (1ère partie)

Nous sommes tous « porteurs de cultures ». Comment se décline le « vivre-ensemble » selon les cultures ? Quelles valeurs et comportements prescrivent-elles ? Points névralgiques, source de crispations et d'incompréhension mutuelles, rapport homme/femme, statut de l'individu et du groupe ...

3 journées de formation pour aborder ces questions en les dépassionnant afin d'éviter les pièges de l'enfermement identitaire ou de la culpabilisation.

➤ « Interculturalité 2 - Estime de soi et diversité : une autre approche de l'interculturalité » (2ème partie)

Les personnes accompagnées par les professionnels de l'insertion et de la cohésion sociale, enfermées dans des identités par stigmates, souffrent d'un déficit d'estime de soi. L'image dévalorisante que leur renvoient certains discours les amène parfois à un repli stérile et dangereux sur des appartenances ethno-religieuses. Nombreux efforts sont faits pour sensibiliser à la connaissance, aux pratiques interculturelles. Cependant cette ouverture à l'altérité ne peut faire l'économie de l'estime de soi et de la confiance en soi et en les autres.

3 journées de formation pour clarifier représentations et positionnements, changer de regard sur les publics accompagnés et les aider à vivre leurs identités et appartenances multiples.

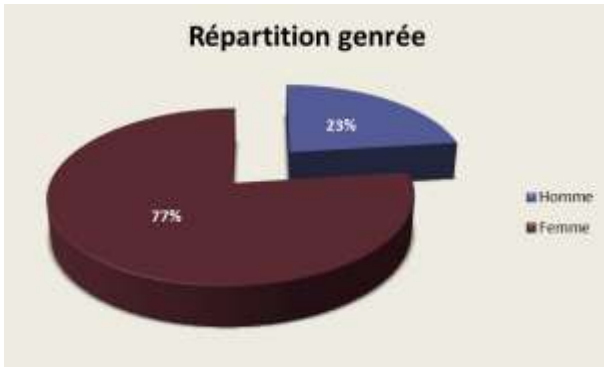
L'intervenante

Baya BOUALEM, Docteure en sciences de l'éducation, chercheuse en anthropologie interculturelle – Ethnolinguiste. Elle se consacre depuis de nombreuses années à la communication interculturelle et à la connaissance de l'Islam et du monde arabo-musulman, afin d'établir des passerelles vivifiantes et nécessaires entre l'Occident et l'Orient.

Il y a eu 42 demandes d'inscription pour les 2 modules de ce cycle.

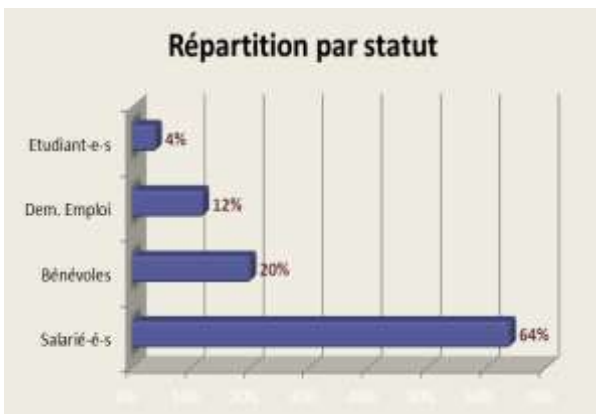
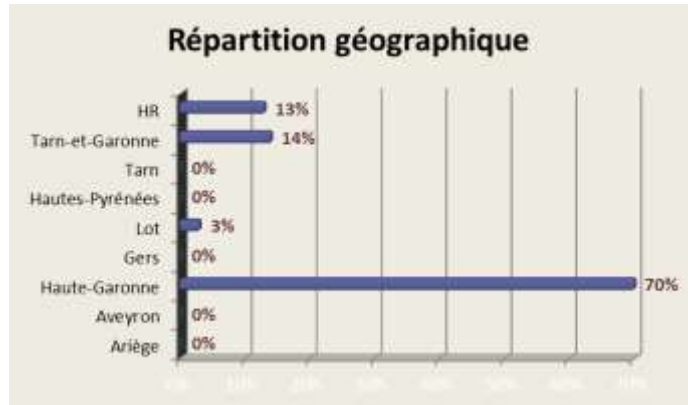
30 personnes ont été validées ; 10 ont annulé et 2 ont été absentes.

Typologie des participants



Tout comme le DCF, la participation masculine est en très forte hausse cette année :
+ 91 % par rapport en 2013.

Forte présence de la Haute-Garonne : 90 % de la commune de Toulouse.
Autres communes : Villemur-sur-Tarn et Cugnaux.
Le « Hors région » (HR) concerne uniquement le département de l'Aude (Carcassonne).



Concernant les salariés :

- 47 % viennent d'associations (dont 30% sont également organismes de formation)
- 17 % viennent d'établissements publics
- 16 % de communes
- 10% de départements
- 10% d'EPCI

Postes occupés :

- Formateur, conseiller / chargée d'insertion
- Médiateur-trice, éducateur spécialisé



Cycle 3 : « De l'idée au projet : comment construire un projet – Toutes les étapes en 5 jours »

Contexte

Dans nos pratiques quotidiennes, nous sommes fréquemment confrontés aux questions de méthodes, outils, démarches de montage, de conduite, de suivi... de projet. Il est possible de trouver de nombreux ouvrages les décrivant dans maintes librairies. Pour autant, toutes ces méthodes ne suffisent pas à maîtriser la (les) réalité(s) - complexe(s) - de notre environnement et ne peuvent pas s'appliquer en suivant à la lettre les recettes décrites dans les livres, et nous devons ainsi déployer des trésors d'inventivité et d'intuition pour nous adapter aux aléas rencontrés.

Développer, concevoir un projet dans son service, dans sa structure de travail ne peut pas se régler de façon mécanique, aussi il est essentiel de connaître quelques balises pour guider notre façon de faire et choisir notre route.

Régulièrement interrogé sur ce sujet par les opérateurs de terrain, R&T vous propose 5 journées de formation sur ce thème pour répondre à vos attentes.

Objectifs

- Connaître les principes et les étapes de la méthodologie de projet
- Concevoir et élaborer une ou des actions en appliquant la méthodologie de projet

Réalisation

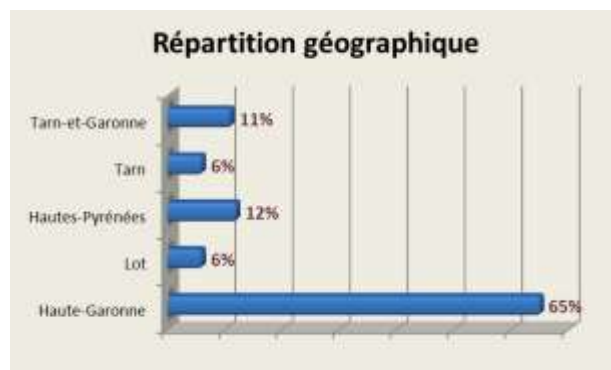
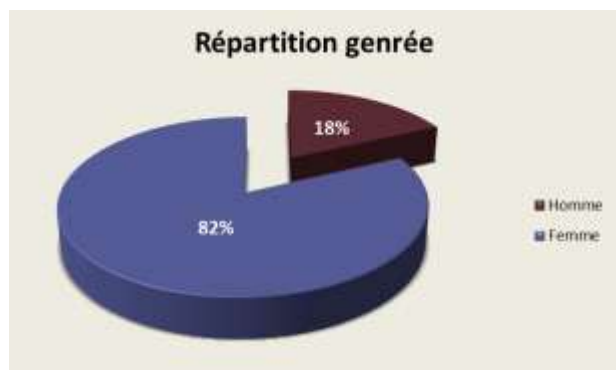
- 1 cycle programmé
- Journées de 7 heures – soit 35 heures de formation

- 5 jours de formation réalisés
- 17 personnes ont suivi le cycle
- 451 heures stagiaires

L'intervenante

Françoise DELRIEU : Chargée de mission territoriale R&T

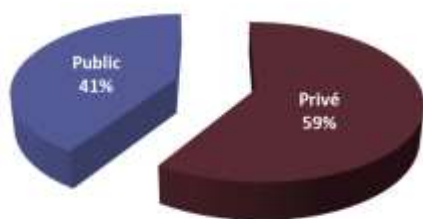
Typologie des participants



Absence de 3 départements : Ariège, Aveyron et Gers

En Haute-Garonne, les participants viennent principalement de la commune de Toulouse (54 %). Les autres communes (Ramonville, Fonsorbes, Labège, Colomiers et Beaumont-sur-Lèze) représentent respectivement 9%.

Répartition par statut



100% de salariés sur ce cycle (ni bénévoles, ni demandeurs d'emploi). Le secteur associatif reste majoritaire ; les agents sont fonctionnaires de la FP Territoriale et adhérents à 42%.

A noter que cette formation était payante.

Synthèse des cycles de formation

Dates	Intitulé de la formation	Nbre de jours	Hrs formation	Nbre de participant-e-s			Hrs stagiaires
				Homme	Femme	Total	
4, 5, 6 Fév. - 19, 20, 21 Mars - 17, 18 Av. - 22, 23 Mai	DCF 1	10	70	2	12	14	892
27 Fév. - 1 Avr. - 29, 30 Sept. - 16 Oct.	Construire un projet	5	35	3	14	17	451
23, 24, 25 Av.	Interculturalité 1	3	21	4	12	16	301
1, 2, 3 Oct.	Interculturalité 2	3	21	3	11	14	271
8, 9, 10 oct. - 5, 6, 7, 26, 27, 28 nov. - 11, 12 déc.	DCF 2	11	77	2	5	7	476
TOTAL DES CYCLES		32	224	14	54	68	2391

Les conférences-ateliers

Les conférences sont réalisées en fonction de l'actualité régionale ou nationale. Chaque conférence fait l'objet d'une production d'actes, écrits par les conférenciers ou co-écrits avec R&T. Les éditions 2014 des « Conf'At' » sont disponibles en version papier (consultation à l'espace documentaire), en version numérique et téléchargeables sur le site Internet R&T.

C'est une volonté de R&T de rendre visibles tous les contenus de ces conférences aux participants mais aussi d'apporter une réponse aux acteurs qui souhaitent prendre connaissance et/ou approfondir les sujets abordés.

Les ateliers-débats qui suivent les conférences permettent aux participants (nombre restreint à une trentaine de personnes) de questionner le-la conférencier-ère sur la thématique et surtout de faire le lien avec les problématiques de leur territoire.

Les intervenants sont tous des experts reconnus dans leur champ de compétences.

Thématiques des conférences

Diversité... Affichage ? ou réelle volonté d'un mieux vivre ensemble ?	Lutte contre les discriminations
Les spécificités des « ASL » dans les dispositifs linguistiques	Intégration – Apprentissage de la langue
L'emploi et l'insertion professionnelle des migrants : quelles formations linguistiques ?	Emploi - Insertion
Une boîte à outils pour protéger et promouvoir les droits fondamentaux	Lutte contre les discriminations
La ville des garçons... La ville : une question de genre ?	Égalité homme-femme
Nos « Ados.com ». Ados en vrille, parents en vrac...	Éducation – Réussite éducative

Comparatifs 2011 / 2012 / 2013 / 2014

2011	4 conférences	145 personnes en plénière	52 personnes en atelier	591 h « stagiaires »
2012	5 conférences	323 personnes en plénière	128 personnes en atelier	1 585 h « stagiaires »
2013	6 conférences (dont 2 « intra »)	496 personnes en plénière	92 personnes en atelier	1 640 h « stagiaires »
2014	6 conférences*	471 personnes en plénière	165 personnes en atelier	2 036 h « stagiaires »

* 2 autres conférences étaient prévues sur le dernier trimestre (elles seront reportées en 2015) :

- la 7^{ème} conférence a été annulée suite un accident de la circulation de l'intervenante. La thématique portait sur la lutte contre les discriminations (« L'interculturalité, c'est-à-dire... ») et devait réunir près de 200 personnes (Conférence en « intra » pour l'ensemble des agents des bibliothèques municipales de Haute-Garonne, prévue le 9 octobre).

- la 8^{ème} conférence a été annulée suite aux indisponibilités de dernières minutes des intervenants. La thématique portait également sur la lutte contre les discriminations (« La Cyber-Haine, où quand Internet déverse des messages intolérants ») – prévue le 27 novembre.

Conférence 1 : « Diversité... Affichage ? Ou réelle volonté d'un mieux vivre ensemble ? »

Égalité, Égalité des chances, Diversité, Lutte Contre les Discriminations... Mots-clefs ou « mots-valises », ces termes ne sont pas synonymes mais induisent des confusions pénalisantes pour la compréhension et par conséquent pour l'action. [...] Pour permettre de mieux appréhender ce que recouvrent les mots « diversité - discriminations » et ce qu'ils impactent dans le quotidien professionnel, cette conférence a proposé un temps de réflexion en présence de deux experts émérites de la thématique et un temps de travail à la construction d'un savoir collectif, à l'émergence d'idées fortes comme autant d'alternatives aux impasses de notre société.

- ▶ 100 inscriptions
- ▶ 10 annulations
- ▶ 21 absences

- ▶ 69 personnes en plénière
- ▶ 35 personnes en atelier

Les intervenants

Olivier PHILIPPE, Maître de conférences de sciences politiques à l'IEP de Toulouse. Issu des « Études culturelles », il s'est peu à peu intéressé à la question des diversités et plus particulièrement à celle des inégalités sociales et des discriminations. Il est également Chargé de mission Programme DISPO de l'IEP. Celui-ci concerne une trentaine d'établissements (collèges et lycées) sur tout le territoire de Midi-Pyrénées et a pour objectif de répondre aux problématiques d'égalité des chances en matière scolaire. De plus, il occupe le poste de Coordonnateur du parcours « Politique, Discriminations, Genre ».

Maria Giuseppina BRUNA, Docteure en Sociologie des Organisations et spécialiste du management de la diversité et de la RSE, ATER en Sciences de Gestion à l'Université Paris-Est Créteil et Enseignante-chercheuse associée à la Chaire « Management & Diversité » de la Fondation Dauphine. Intervenante à l'École Nationale d'Administration, membre du Comité Exécutif de la Fondation GDF Suez « Agir pour l'Emploi » et membre du Comité d'Orientation de la Fondation « Agir contre l'Exclusion » (FACE). Membre de l'Association Nationale des DRH (ANDRH) et membre-chercheuse de l'Association Française des Managers de la Diversité (AFMD), elle participe aux travaux de l'Observatoire Social International.

Bruno BOURGAREL, comédien-intervenant depuis plus de vingt ans dans le réseau Arc-en-Ciel Théâtre, compagnie professionnelle d'action théâtrale qui utilise le théâtre institutionnel comme méthode d'intervention sociale.

Conférence 2 : « Les spécificités des « ASL » dans les dispositifs linguistiques »

Les Ateliers Socio-Linguistiques (ASL) sont des actions de proximité qui permettent l'apprentissage de la langue française dans un contexte d'intégration (français langue d'intégration) et d'entrer dans des dispositifs de formation et des parcours de qualification.

En Midi-Pyrénées, une quarantaine de structures sont financées pour ces actions ASL (DRJSCS, CUCS, PDI, collectivités...). Plus de 70 initiatives locales sont également présentes sur le territoire, et proposent des ateliers s'appuyant sur la « démarche ASL ».

Tour d'horizon des ASL dans l'histoire, panorama actuel de l'offre de formation, la matinée a permis d'identifier le cadre de références théoriques et méthodologique des ASL. L'après-midi, plus technique, a permis l'appropriation de la démarche et des outils de coordination et d'animation des ASL.

- ▶ 49 inscriptions
- ▶ 2 annulations
- ▶ 6 absences

- ▶ 41 personnes en plénière
- ▶ 27 personnes en atelier

L'intervenante

Aurore BARROT, Consultante et membre du Groupe de Recherche Action Formation Français Insertion Compétences - GRAFFIC - à l'université Grenoble 3. Aurore Barrot a été conseillère technique et pédagogique au CLP (Comité de liaison pour la promotion des migrants et des publics en difficulté d'insertion) où elle menait des activités de recherche-développement en Français Langue Professionnelle : réalisation d'études-diagnostic, d'expérimentations, conception et animation de formations de formateurs.

Conférence 3 : « L'emploi et l'insertion professionnelle des migrants : quelles formations linguistiques ? »

Les formations linguistiques à visée professionnelle qui accueillent des migrants doivent tenir compte des spécificités de l'enseignement-apprentissage du français pour les migrants et de l'enseignement-apprentissage du français professionnel. Les approches en didactique du français pour les migrants relèvent donc du Français Langue d'Intégration (FLI) et du Français Langue Professionnelle (FLP).

Cette conférence a eu pour objectif de présenter les grandes lignes de ces deux démarches didactiques et de montrer concrètement et pratiquement comment elles peuvent être mises en œuvre en formation.

- ▶ 71 inscriptions
- ▶ 15 annulations
- ▶ 5 absences

- ▶ 51 personnes en plénière
- ▶ 34 personnes en atelier

L'intervenant

Hervé ADAMI, Professeur à l'Université de Lorraine, membre du laboratoire ATILF (CNRS) et co-animateur du groupe de recherche Langage, Travail et Formation (LTF). Responsable du master Sciences du langage et didactique des langues et co-responsable du Diplôme d'Université à distance (D.U) Français Langue d'Intégration.

Auteur de nombreux ouvrages dont *Les migrants face aux langues des pays d'accueil : acquisition en milieu naturel et formation*, Collectif Adami H & Leclercq V, Mars 2012, Ed. Septentrion.

Conférence 4 : « Une boîte à outils pour protéger et promouvoir les droits fondamentaux »

La charte des droits fondamentaux signée par l'Union Européenne le 7 décembre 2000, présente en un document unique l'ensemble des droits civiques et sociaux qu'elle défend. Cette charte sert de référence à l'action de l'agence européenne des droits fondamentaux et à la conception de sa boîte à outils, créé en collaboration avec de multiples partenaires internationaux, des ministères, des autorités régionales et municipales issues des États membres de l'UE. Concentrée uniquement sur la matinée, cette conférence avait pour objectif en première partie de présenter l'Agence et sa boîte à outils, puis en seconde partie, des ateliers pratiques à l'utilisation de cette boîte.

- ▶ 103 inscriptions
- ▶ 9 annulations
- ▶ 16 absences

- ▶ 78 personnes en plénière
- ▶ 52 personnes en atelier

Action co-organisée avec la mission égalité de la ville de Toulouse et l'Espace des Diversités et de la Laïcité.

Les intervenants

Géraldine GUILLE, Responsable de la coordination, au sein de la FRA, du réseau agents de liaison nationaux (NLO), réseau dédié de l'Agence de points de contact dans les gouvernements des États membres de l'UE. Elle prend également en charge le travail de la FRA avec les États membres dans le développement de mécanismes de suivi pour l'inclusion des Roms. Elle a travaillé avec l'Agence et son prédécesseur, l'EUMC, depuis 2006 en tant que membre de la Direction de la Communication dans les domaines de la communication en ligne, la coopération et le réseautage.

Steven LIBBRECHT, Consultant senior spécialisé dans le développement des organisations, dans l'évaluation et l'exploitation du potentiel de nouvelles idées innovantes

Conférence 5 : « La ville des garçons... La ville : une question de genre ? »

Plusieurs études démontrent que les garçons sont les usagers majoritaires de la ville et mettent en exergue une très grande inégalité dans l'attribution des moyens par les collectivités territoriales et par l'État selon qu'il s'agisse de loisirs dits féminins (gym, danse, etc.) ou masculins (skate, foot, etc.).

Dans le même temps, on conseille aux jeunes femmes de ne pas faire du jogging dans des endroits isolés, d'être sur leurs gardes dans les transports en commun ou d'éviter certains quartiers...

A l'heure de la mise en œuvre de la nouvelle politique de la ville, cela interroge la question des femmes dans le quartier, sur leur intégration en matière d'emploi, de loisirs et de l'accès aux savoirs.

Cette conférence a apporté un éclairage autour des questions de la mixité, de la parité et du genre dans l'organisation des espaces, a invité les municipalités et l'ensemble des acteurs à réfléchir sur ce que produisent les politiques publiques d'habitat, de transport, d'équipement et d'aménagement en terme de mixité femmes-hommes et de lutte contre les violences de genre dans les espaces publics.

- ▶ 151 inscriptions
- ▶ 9 annulations
- ▶ 20 absences

- ▶ 122 personnes en plénière
- ▶ 48 personnes en atelier

Les intervenants

Yves RAIBAUD, Géographe, Maître de conférences habilité à diriger des recherches à l'Université Bordeaux Montaigne, membre de l'UMR 5185 ADES (Aménagement, développement, environnement, santé et sociétés – CNRS), Vice-Président du conseil de développement durable de la communauté urbaine de Bordeaux. Ses travaux les plus récents portent sur les usages de la ville dans une approche qui intègre les enjeux éthiques et politiques du care et du genre aux questions de gouvernance territoriale.

Magalie BACOU, Sociologue associée au laboratoire CERTOP-CNRS (Centre d'Étude et de Recherche Travail Organisation Pouvoir - UMR 5044), Université Toulouse Jean Jaurès. Ses recherches portent sur le travail et les groupes professionnels, l'égalité femmes-hommes et filles-garçons, l'animation socioculturelle, les associations. Elle a notamment publié *La fabrique des filles et des garçons dans la sphère des loisirs* in S. Aral et Y. Raibaud (dir), *Pour en finir avec la fabrique des garçons. Tome 2: sports, culture loisirs*, Ed. MSHA, Pessac, p.172-192.

Conférence 6 : « Nos « Ados.com ». Ados en ville, parents en vrac* ... »

« Les adolescents d'aujourd'hui sont nés avec une souris d'ordinateur dans la main. Les anglo-saxons appellent cette génération de natifs de l'ère numérique les « digital natives ». Ils sont les enfants du zapping, de l'image, du numérique. Ils peuvent se dire par la parole, mais à condition qu'il y ait des supports puisqu'eux-mêmes ont tout le temps un support : leur messagerie, leur portable, leur page Facebook, leur look... »

Le Dr Xavier Pommereau a présenté son analyse sur les « ado.com », où comment le numérique devient un élément de construction de l'identité de l'adolescent.

En deuxième partie, il a apporté son analyse sur les souffrances des adolescents et de leurs « mises en danger » diverses (Hyperalcoolisation, scarifications, tentatives de suicide...)

- ▶ 156 inscriptions
- ▶ 23 annulations
- ▶ 23 absences
- ▶ 110 personnes en plénière
- ▶ 110 personnes en atelier

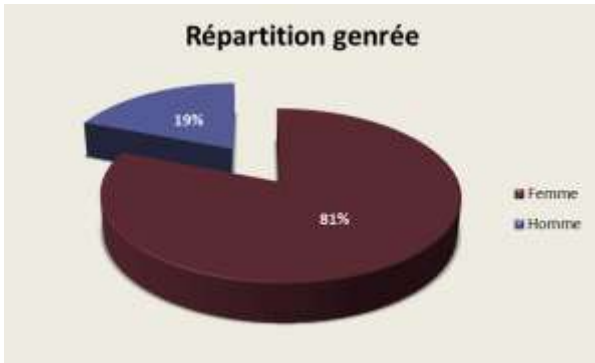
L'intervenant

Docteur Xavier POMMEREAU, Pédiopsychiatre et Directeur du Pôle aquitain de l'adolescent au Centre Abadie du CHU Bordeaux, spécialiste de l'adolescence en difficulté. Il est l'un des pionniers de la prévention du suicide chez les jeunes en France. Il a ouvert la première unité hospitalière spécifiquement dédiée aux jeunes suicidaires en 1992. Il a créé en 2000 une unité spécialisée dans la prise en charge des jeunes souffrant de troubles des conduites alimentaires (TCA). Auteur de nombreux ouvrages dont l'intitulé* de cette conférence s'inspire : *Ados en ville, mères en vrac*, Albin Michel, janvier 2010 et *Nos ados.com en images. Comment les soigner*, Éditions Odile Jacob, octobre 2011.

Synthèse des conférences

Dates	Intitulé de la conférence	Hrs conférence & atelier	Nbre de participant-e-s			Hrs stagiaires
			Homme	Femme	Total	
18-mars	Diversité...	6	17	52	69	312
05-juin	Spécificité des ASL	6	6	35	41	204
03-juil	Emploi & insertion des migrants	5,5	5	46	51	238
15 octobre	Boîte à outils	4	14	64	78	247
18-nov.	La ville des garçons...	5,5	23	99	122	485
5-déc.	Ados.com	5	24	86	110	550
TOTAL DES CONFERENCES		32	89	382	471	2036

Typologie des participants aux conférences

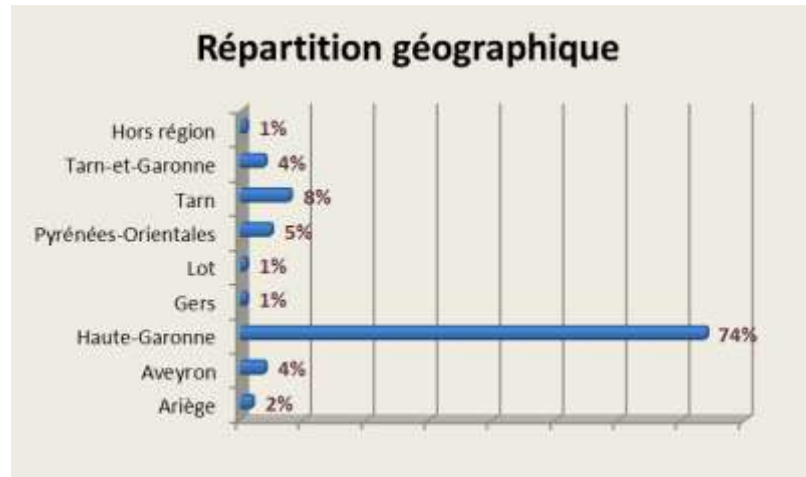


+ 14 % de présence féminine par rapport à 2013.

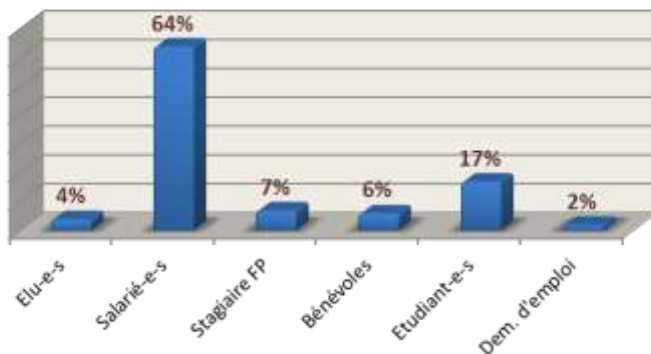
+ 10 % de présence Haute-Garonnaise. Baisse générale de participation des autres départements.

32% des participants exerçant en Haute-Garonne sont adhérents.

La commune de Toulouse représente 86% des participants qui sont adhérents à 92%.



Répartition par statut



En baisse :

- les demandeurs d'emploi
- les salariés

Idem n-1 :

- stagiaires FP et bénévoles

En hausse :

- les élus et les étudiants (fortes participations des étudiants de l'Institut Saint Simon)

Structures d'Etat et institutions

Préfecture - DIRECCTE - Education Nationale - Enseignement Supérieur (Universités) - DDCSPP - PJJ - DRDFE - Pôle Emploi - Missions Locales - GIP - Hôpitaux publics

Collectivités

Conseils Généraux - Communautés d'Agglomérations - Communautés de Communes - Mairies - CCAS - Centres sociaux

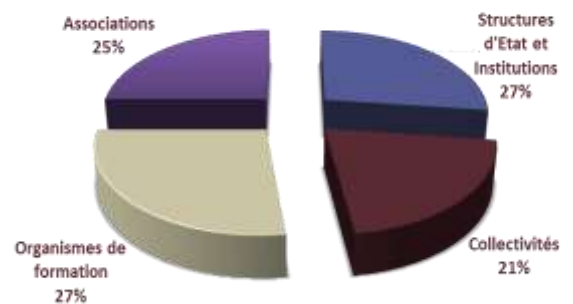
Organismes de formation de Midi-Pyrénées

AFORMAC - AFPA - Alliances & Cultures - AMS Grand Sud - Cépière Formation - CFA - CFPPA - CNFPT - Croix Rouge - GRETA - INSTEP - Institut Saint Simon - La Ligue de l'Enseignement - Parole Expression - Portes Ouvertes...

Associations

APIAF - ATD Quart Monde - CIDFF - Ecole des droits de l'Homme - UDAF - UFCV...

Répartition par type de structure



Les formations « inter »

Le programme de formation « inter » est ouvert à tout acteur et offre de nombreuses actions de formation contribuant à leur professionnalisation.

Ces acteurs peuvent se répartir en deux types de publics :

- **les acteurs directs** : professionnels de l'insertion, de la formation, du social, de l'éducatif, de l'associatif (travailleurs sociaux, formateurs, responsables ...)
- **les acteurs indirects** : personnes relais, acteurs institutionnels, acteurs de la prévention, de l'éducation...

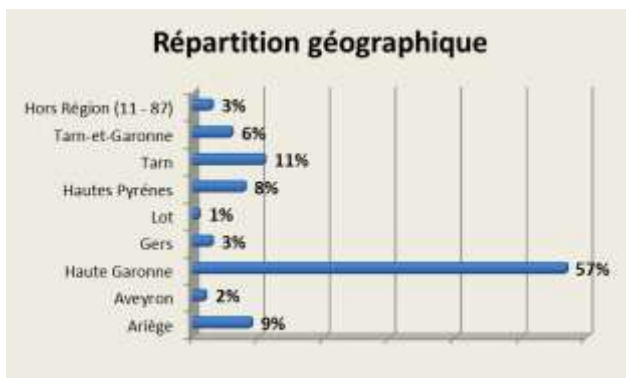
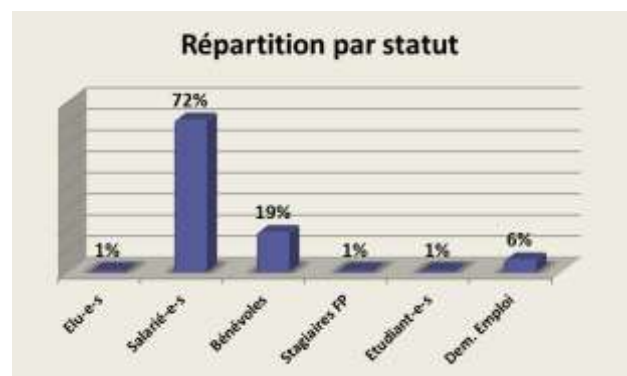
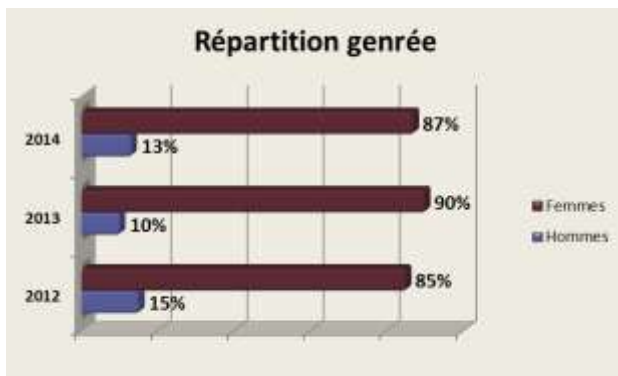
Thématiques des formations « inter »

Accès aux savoirs de base	20 actions – 35,5 jours – 246 personnes formées
Emploi – Insertion	7 actions – 10,5 jours – 72 personnes formées
Santé	3 actions – 3,5 jours – 54 personnes formées
Prévention de la délinquance	2 actions – 2 jours – 25 personnes formées

Comparatifs 2011 / 2012 / 2013 / 2014

	Nombre d'actions	Nombre de journées	Nombre de personnes formées	Nombre d'heures stagiaires
2011	25	33	184	1 908
2012	25	44	355	3 996
2013	31	60	328	4 198
2014	32	51,5	397	4 336,5

Typologie des participants



73 % des structures sont adhérentes et/ou les professionnels sont membres des réseaux animés par R&T.

Synthèse des formations « inter »

Dates	Intitulé de la formation	Nbre de jours	Hres formation	Nbre de participant-e-s			Hres stagiaires
				Homme	Femme	Total	
16-30 Janv.	Mind Map	2	14	4	14	18	231
13-févr.	Face à illettrisme... Décodage et repérage	1	7	1	8	9	63
17, 18, 19 Fév. 2, 3, 4 Juin	E.C.L.E.R.	6	42	4	11	15	574
24, 25 Fév.	Internet, du mythe au mode d'emploi	2	14	1	6	7	95
25-mars	Formation linguistique : quels enjeux aujourd'hui ?	1,5	9	3	13	16	49
21-mai							
06-juin							
3,4 avril	La grammaire autrement	2	14	1	17	18	238
10-avr.	Observer une activité professionnelle	1	7	2	14	16	108
11-avr.	Elaborer des parcours de formation	1	7	3	12	15	98
15-avr.	Donner le goût de la lecture	1	7	1	11	12	84
12,13 mai - 16-17 juin	FLI session 8	4	28	1	13	14	354
28-mai	Addictions	1	7	1	12	13	83
18-juin	La réforme des SIAE	0,5	3	5	11	16	48
24-juin	Un réseau pour quoi faire ?	1	7	1	4	5	35
25,26,27 juin	Démarche Alpha	3	21	1	21	22	448
1er juil	JPO CDR	1	7	3	6	9	39
3-sept.	JPO CDR	1	7	3	6	9	27
3-juil.	Ressources en département	1	7	0	5	5	15
5-sept.	Ressources en département	1	7	1	12	13	42
22,23 sept	Veille professionnelle	2	14	1	7	8	107
25,26 sept	Processus d'apprentissage dans la déficience intellectuelle	2	14	0	19	19	266
7 oct. - 4 déc.	animation de réseaux	2	14	3	7	10	126
13,14 oct.	MNLE	2	14	3	16	19	252
3 nov.	Risque et enjeux internet	1	7	1	12	13	85
13,14 nov. - 15,16 déc.	FLI session 9	4	28	0	8	8	182
17 nov.	E-réputation	1	7	1	11	12	84
24,25 nov.	Educabilité cognitive	2	14	2	12	14	194,5
18,19 déc.	Educabilité cognitive	2	14	0	9	9	126
1er déc.	Les "Dys"	0,5	3	2	20	22	66
3 déc.	Les maths : comment débiter	1	7	2	21	23	161
10 déc.	Institutions françaises	1	7	2	6	8	56
TOTAL DES FORMATIONS INTER		51,5	358	53	344	397	4336,5

Les formations « intra »

À la demande des acteurs, Ressources & Territoires conçoit et met en œuvre des formations spécifiques répondant aux problématiques et besoins d'un territoire. Ces formations sont pour la plupart animées par les Chargées de mission de Ressources & Territoires ou par un-e intervenant-e extérieur pour une thématique particulière. Toutes les actions sont réalisées in situ.

Thématiques des formations « intra »

Accès aux savoirs de base	12 actions – 12 jours – 168 personnes formées
Emploi – Insertion	5 actions – 8 jours – 80 personnes formées
Éducation – Réussite éducative	2 actions – 2 jours – 110 personnes formées

Comparatifs 2011 / 2012 / 2013 / 2014

	Nombre d'actions	Nombre de journées	Nombre d'heures de formation	Nombre de personnes formées	Nombre d'heures stagiaires
2011	5	12	<i>Pas de données</i>		
2012	14	22	146	216	2215
2013	15	12.5	87.50	314	1879.5
2014	19	22	146	358	2369

Pôle Emploi : intervention auprès des agents de Pôle Emploi pour le repérage des personnes en situation d'illettrisme.

Direction Territoriale de la Protection Judiciaire de la Jeunesse : intervention auprès des personnels de la PJJ pour connaître le fonctionnement et les services proposés par Ressources & Territoires (interroger la base de ressources en ligne COSOTer, découverte et utilisation du centre de ressources documentaire).

ERASME : intervention auprès d'étudiants autour de la notion de réseau pour acquérir les éléments fondamentaux des notions de réseaux et de partenariats, distinguer leurs finalités et identifier son/ses réseaux.

Chefs de projet Contrat de Ville de Midi-Pyrénées et Coordonnateurs PRE : journée sur les institutions, les politiques et les financements européens pour une connaissance générale des politiques de l'Union européenne, des Institutions et des financements avec un zoom sur l'éducation, la formation, l'emploi et la citoyenneté européenne.

Croix-Rouge : intervention auprès des étudiants (assistant-e-s sociaux-ales) en 2^{ème} année pour le repérage et l'orientation des personnes en situation d'illettrisme.

Secours Catholique : intervention auprès des équipes de bénévoles autour des pratiques professionnelles pour la mise en œuvre d'Ateliers Socio Linguistiques.

Agence Régionale des Missions Locales : intervention auprès des conseillers pour le repérage et l'orientation des personnes en situation d'illettrisme.

DIRECCTE : intervention auprès des inspecteurs du travail intervenant en tant que formateur occasionnel. Formation de 4 jours sur l'ingénierie pédagogique et les techniques d'animation.

CRI PACA : intervention auprès de formateurs en savoirs de base du département : formations des formateurs à l'utilisation pédagogique de l'outil pédagogique « Chemins (ap)prendre » visant à faciliter l'apprentissage de la langue et des savoirs de base. Chemins (ap)prendre propose une démarche pour concevoir des séquences pédagogiques en prenant appui sur les situations de travail.

SICOVAL : intervention auprès de différents professionnels du Sicoval autour de la notion de réseau pour acquérir les éléments fondamentaux des notions de réseaux et de partenariats, distinguer leurs finalités et identifier son/ses réseaux.

CLAP Midi-Pyrénées : intervention auprès de l'équipe du CLAP. Formation de 2 jours autour de la veille professionnelle.

CAF 82 : intervention auprès de différents professionnels du territoire autour de la parentalité, de la mise en réseau et des partenariats.

Mission Locale Toulouse : intervention auprès de l'équipe autour de la réforme de la politique de la ville et de la cohésion urbaine.

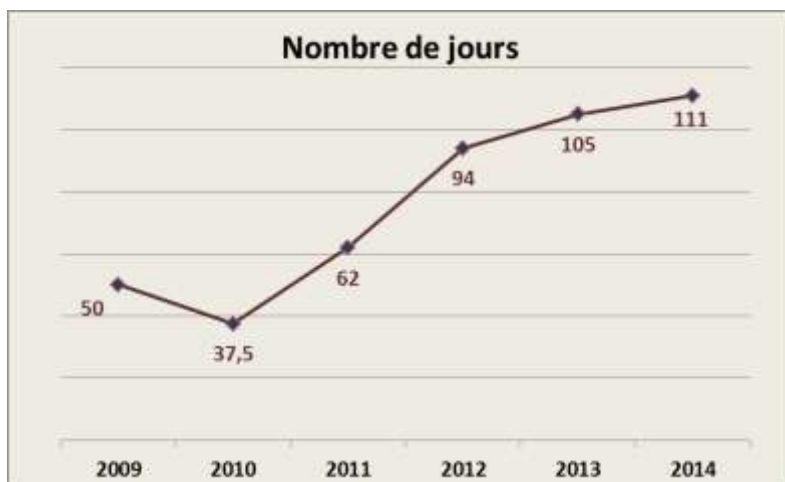
Synthèse des formations « intra »

Dates	Intitulé de la formation	Nbre de jours	Hres formation	Nbre de participant-e-s			Hres stagiaires	Fonction	Lieu	Commanditaires	Intervenant-e-s
				Homme	Femme	Total					
13-févr.	Accompagner les publics en situation d'illettrisme	1	6,5	1	12	13	84,5	Conseiller-ère-s	Tarbes	Pole Emploi	R&T
17-févr.	Découverte des Ressources	0,5	3	6	11	17	51	Equipe	Labège	DR PJJ	R&T
20-févr	Accompagner les publics en situation d'illettrisme	1	6,5	4	11	15	97,5	Conseiller-ère-s	Labège	Pole Emploi	R&T
27-févr	Accompagner les publics en situation d'illettrisme	1	6,5	4	7	11	71,5	Conseiller-ère-s	Albi	Pole Emploi	R&T
4-5 mars	Un réseau pour quoi faire ?	1	6,5	18	30	38	247	Etudiant-e-s	Labège	ERASME	R&T
20-mars	Accompagner les publics en situation d'illettrisme	1	6,5	0	8	8	52	Conseiller-ère-s	Montauban	Pole Emploi	R&T
31-mars	Institutions, politiques et financements européens	1	7	6	14	20	140	chef-e de projet	R&T	Chef-e de projet	G. St Hubert (Europe)
03-avr	LCI	0,5	3	3	22	25	75	Ass. Social	IRFSS	Croix Rouge	R&T
10-avr	Accompagner les publics en situation d'illettrisme	1	6,5	2	9	11	71,5	Conseiller-ère-s	Labège	Pole Emploi	R&T
22-avr	Pratiques professionnelles en ASL	1	6	3	11	14	84	Formateur-trice	Jolimont	Secours catholique	R&T
24-avr	Accompagner les publics en situation d'illettrisme	1	6	0	8	8	48	Conseiller-ère-s	Toulouse	ARML	R&T
15, 16 mai - 3, 4 juillet	Ingénierie pédagogique et techniques d'animation	4	28	0	6	6	130	Inspecteur du travail	R&T	DIRECTTE	R&T
03-juin	Chemin (ap)prendre	1	7	1	9	10	70	Formateur-trice	Marseille	CRI PACA	R&T
06-juin	Réseaux, partenariats et animation	1	7	7	13	20	140	Agent-e-s	Belberaud	SICOVAL	R&T
24-juin	Décodage et repérage de l'illettrisme	1	6	2	20	22	132	Ass. Social	Albi	Croix Rouge	R&T
23-24 sept.	Décodage et repérage de l'illettrisme	1	6	0	14	14	84	Ass. Social	Albi	Croix Rouge	R&T
27-28 nov.	Veille pro Internet	2	14	1	6	7	98	Equipe	Toulouse	CLAP MP	R&T
09-déc	Parentalité, la plus-value d'un réseau	1	7	30	70	90	630	Tout public	Montauban	CAF 82	R&T
17-déc	La réforme pour la ville et la cohésion urbaine	1	7	4	5	9	63	Equipe	Toulouse	Mission Locale	R&T
TOTAL FORMATION INTRA		22	146	92	286	358	2369				

Bilan général

Synthèse globale de la professionnalisation

SYNTHESE GENERALE	Nbre d'actions	Nbre de jours	Nbre participant-e-s	Hres formation	Hres stagiaires
CONFERENCES	6	5,5	471	32	2 036
CYCLES	3	32	68	224	2 391
FORMATIONS INTER	32	51,5	397	358	4 336,5
FORMATIONS INTRA	19	22	358	146	2 369
TOTAL GENERAL	60	111	1 294	760	11 133



+ 6 % (2014/2013)

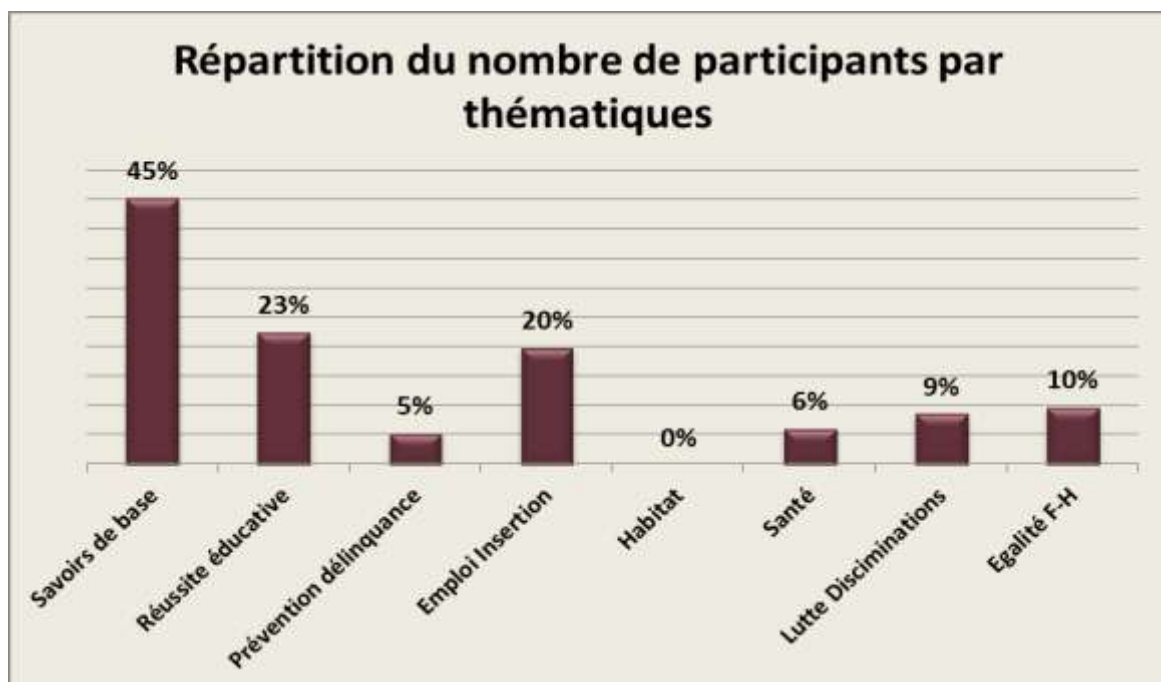
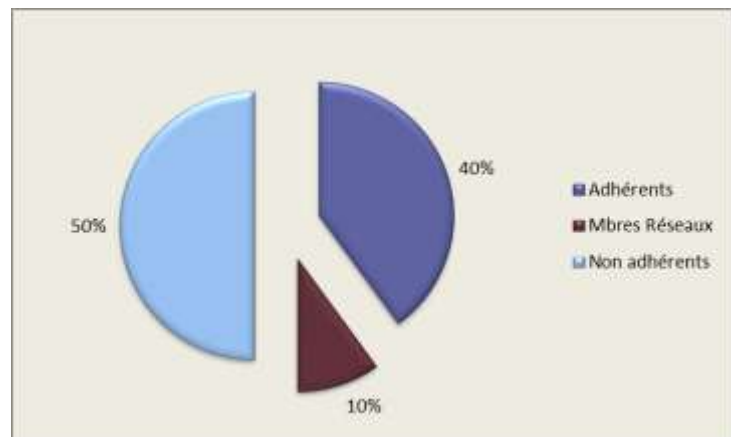


+ 10 % (2014/2013)



+ 7 % (2014/2013)

Nombre d'inscriptions 1620
 Nombre d'annulations 163 (annulations par les participants avant confirmations)
 Nombre d'invalidations 12 (invalidation par R&T : participants non prioritaires et/ou ne répondant pas aux prérequis)
 Nombre d'absents 141 (participants ayant confirmés leur inscription mais qui ne sont pas venus en formation)
Soit 12 % d'absentéisme – 55 % des absents sont adhérents et/ou membres de réseaux



Développement et animation de réseaux

Animation de réseaux professionnels
Participation à des réseaux

Animation de réseaux professionnels

Depuis 2011, R&T anime les réseaux de professionnels des Chefs de projet contrat de ville, des Coordonnateurs PRE, CLSPD/CISPD.

En 2013, le réseau des coordonnateurs et formateurs FLI a été créé suite à la réforme de l'accès à la nationalité française (création du Label FLI).

Au 2^{ème} semestre 2014, suite à plusieurs demandes des professionnels des ESAT, R&T a lancé le réseau pour répondre aux nombreuses attentes de ces professionnels.

5 réseaux – 4 jours en moyenne par an pour chaque réseau, à raison d'un jour par trimestre.

Rappel des objectifs

- Échanger différents points de vue
- Fertiliser l'expérience par des processus de partage
- S'ouvrir à des pratiques différentes liées au champ de l'accompagnement professionnel
- Élaborer ensemble de nouvelles pistes (ou hypothèses) sur les situations présentées
- Permettre aux participants de parler de leurs difficultés dans leur travail

Fréquence

1 jour/trimestre, soit 4 jours par an pour chaque réseau.

Total : 8 jours

Modalités

Chaque journée est construite sur plusieurs temps :

- un temps d'échange sur l'actualité
- un temps d'échange sur une thématique définie (sont plus particulièrement abordés les pratiques innovantes, les stratégies de mise en œuvre, les postures professionnelles).

Calendrier et contenus des Chefs de projets CUCS et des futurs contrats de ville

Date	Lieu	Contenu
31 mars	R&T	Fonds Européens*
26 juin		Actualités sur la réforme de la politique de la ville
2 octobre		Point sur l'élaboration des contrats de ville
27 novembre		Point sur l'élaboration des contrats de ville

33 participants pour l'ensemble de ces journées.

Calendrier et contenus des Coordonnateurs du Programme de Réussite Éducative (PRE)

Date	Lieu	Contenu
20 février	R&T	La fiche de présentation du PRE
31 mars		Fonds Européens*
19 juin		La place des parents dans le PRE
25 septembre		La place du PRE dans la politique de la ville
11 décembre		La place des parents dans le PRE

34 participants pour l'ensemble de ces journées.

*** + 11 participants à la journée commune sur les fonds européens le 31 mars.**

Calendrier des rencontres et contenus pour les Coordonnateurs CISPD / CLSPD

Date	Lieu	Contenu
26 février	Toulouse (Commissariat central)	Cohésion Police Population
17 juin	Muret (CAM)	Les Gens du Voyage
7 octobre	Colomiers (Ville)	Plans Départementaux de Prévention de la Délinquance
11 décembre	Gaillac (Ville)	Les jeunes et la prévention de la délinquance

40 participants pour l'ensemble de ces journées.

Coordonnateurs – Formateurs FLI (Français Langue d'Intégration)

Date	Lieu	Contenu
24 mars	R&T	Élaboration du dossier de Coordonnateur FLI
19 juin		Présentation des missions du CASNAV, des dispositifs des jeunes primo-arrivants dans les classes d'accueil des diplômés et certifications des publics jeunes migrants
4 septembre		Dossier du Coordonnateur
8 décembre		Finalisation du dossier de Coordonnateur

36 participants pour l'ensemble de ces journées

Professionnels des ESAT

Mise en place du réseau des ESAT qui regroupe 17 structures.

Les professionnels concernés sont sur des fonctions de :

- Directeur
- Chef de Service
- Éducateur Spécialisé
- animateur – Moniteur

Un premier regroupement a eu lieu le 20 juin et a rassemblé **23 participants.**

Le mouvement de travail en réseau a été initié par les professionnels des ESAT utilisateurs du centre de documentation de R&T depuis de nombreuses années.

Les échanges concernent des pratiques développées autour des ateliers de « maintien des acquis de base » animés par les établissements pour les salariés en situation de handicap.

L'intérêt porte également sur le développement de projets en partenariat avec d'autres acteurs extérieurs aux ESAT.

La Chaîne des Savoirs dans le Tarn : réseau départemental de Lutte Contre l'illettrisme

Nous avons impulsé ce projet de réseau dans le Tarn en 2013 avec l'appui d'**Anne VINERIER**, Docteure en Sciences de l'Éducation, spécialisée sur la question de l'illettrisme, auteure de nombreux ouvrages et articles.

Pour rappel, la Chaîne des Savoirs permet aux adultes en situation d'illettrisme de s'organiser pour témoigner de leur parcours, de revendiquer le droit d'apprendre ou de réapprendre.

- 5 rencontres avec le groupe partenarial :
 - 23 janvier
 - 20 mai
 - 23 septembre
 - 23 octobre
 - 2 décembre

- Une présentation du maillon du Tarn réalisée par les ambassadeurs sur le site de la Chaîne des Savoirs : <http://www.chainedessavoirs.org/>

Participation à des réseaux

Le réseau national des Centres de Ressources Politique de la Ville

L'objectif de ce réseau est de contribuer à une mise en cohérence, une cohésion et une capacité d'anticipation sur la fonction ressources au sein de la politique de la ville. Un regroupement est organisé en moyenne tous les deux mois, sous forme de séminaire de deux jours.

Les différentes rencontres permettent de :

- nourrir une réflexion stratégique sur la politique de la ville ;
- débattre de l'actualité directement avec le SGCIIV ;
- partager une culture commune des missions, rôles et pratiques des CRPV ;
- favoriser la diffusion d'une vision commune au sein des CRPV.

Nous avons participé à 3 rencontres :

- Saint Denis : 30 et 31 janvier
- Marseille : 20 et 21 mars
- Nantes : 2 et 3 octobre

Le réseau national des Centres Ressources Illettrisme (CRI) et de l'Agence Nationale de Lutte Contre l'Illettrisme (ANLCI)

Créée en octobre 2000, l'ANLCI mobilise et travaille avec ceux qui agissent et peuvent agir au niveau institutionnel et sur le terrain pour prévenir et lutter contre l'illettrisme. Son rôle est de fédérer et d'optimiser les actions et les moyens de l'ensemble des acteurs engagés dans la lutte contre l'illettrisme.

Ressources & Territoires intervient en partenariat et complémentarité avec l'ANLCI en diffusant et relayant l'information en région Midi-Pyrénées et également en mobilisant l'ANLCI sur des projets de territoires.

En 2014, un partenariat avec les Centres de Ressources Illettrisme (des régions Sud) qui se situent en proximité géographique de Midi-Pyrénées a permis de réaliser :

- animation d'une journée sur l'outil pédagogique développé par R&T, Chemins (ap)prendre (3 juin 2014 CRI PACA) ;
- présentation de l'outil de repérage créé par le CRI PACA, le Galet ;
- rencontre inter-CRI à Paris le 4 juillet autour du repérage des publics en situation d'illettrisme et de la Chaîne des Savoirs.

PREFAS - Plateforme de recherche en travail social

La DGAS a impulsé en 2004, dans chaque région, la mise en place de Pôles de Recherche, d'Étude et de Formation en Action Sociale (PREFAS) dont l'objectif est de valoriser la recherche dans le travail social et articuler le travail des chercheurs avec celui des formateurs et des praticiens. Le pôle de Midi-Pyrénées regroupe les sept centres de formation de travailleurs sociaux, ainsi que le CREAI, l'Université de Toulouse Jean-Jaurès et R&T.

Les grandes missions de la plateforme

- Identification et localisation des productions et des acteurs
- Soutien et collaboration à la recherche
- Soutien à la valorisation et à la diffusion des savoirs
- Coordination des centres de ressources documentaires
- Études régionales
- Veille sur les qualifications sociales

Objectifs de R&T

- Apporter les éléments d'expertise d'un centre de ressources au regard des professions du secteur social
- Développer un service d'échanges des ressources et de l'information dans le secteur de l'observation sociale

Pour 2014, R&T a apporté une forte contribution à la mise en œuvre des **États Généraux du Travail Social**. Inscrits dans le cadre du plan pluriannuel de lutte contre la pauvreté en Midi-Pyrénées, les EGTS ont fait l'objet d'assises régionales, le 3 juin, à la suite de 3 journées préparatoires. Ces journées ont mobilisé près de 200 personnes.

Deux thématiques ont été retenues sur Midi-Pyrénées :

- la politique d'autonomie en faveur des personnes âgées et handicapées ;
- les mutations du travail social et les chantiers à venir.

L'objectif de ces journées préparatoires était de dégager des pistes de préconisation et des actions inspirantes. **R&T a co-animé des ateliers d'échanges et de réflexion, et réalisé des synthèses nécessaires à la production des actes.**

Plateforme d'Observation Sociale de Midi-Pyrénées (POSMIP)

La plateforme d'observation sociale est un outil d'aide au pilotage des politiques de solidarité et de maintien de la cohésion sociale menées en Midi-Pyrénées. L'objectif principal de la plateforme qui est de produire une connaissance partagée et utile aux acteurs locaux peut être décliné en quatre points :

- recenser, mettre à disposition et valoriser les travaux existants ;
- mutualiser, décloisonner, impulser la réalisation d'études ou de travaux en commun ;
- repérer et analyser les besoins en matière d'observation, d'études, identifier les priorités d'action ;
- réunir les partenaires, échanger sur les bonnes pratiques, partager et contribuer à animer le débat public.

R&T participe aux différentes rencontres afin de relayer et diffuser les différentes informations tout en valorisant la démarche.

Capitalisation & Diffusion

Fonds documentaire

Productions

Veille et diffusion de l'information

La mission Information & Communication s'est structurée et développée depuis la création du Service InfoDoc depuis 10 ans maintenant.

À ce jour, deux personnes contribuent à son bon fonctionnement : la chargée d'Information et de Documentation depuis 2005 et l'assistante de formation et de communication depuis juillet 2013.

Depuis 2005, le Service Information Documentation s'est construit au fur et à mesure des demandes et des besoins des professionnels, en activités diverses que nous regroupons autour de 4 volets d'activités et services associés.

Le fonds documentaire : gestion/animation des Ressources

De nombreux documents « physiques » constituent le fonds documentaire de Ressources & Territoires et sont tous empruntables sur demande. La majorité des supports – ouvrages, rapports, outils pédagogiques, ... – sont référencés dans une base documentaire interrogeable en ligne et à distance : [COSOTer](#). Une politique d'enrichissement du fonds et de la base est effective et se renouvelle chaque année.

L'espace documentaire au centre régional

Les ressources « physiques »

Ouvrages de référence et guides didactiques sur l'ensemble des politiques publiques, acteurs et dispositifs, publics et territoires, renouvellent chaque année le fonds déjà existant.

Thématiques du Fonds

- › Apprentissage des savoirs de base et de la langue française
- › Éducation et Réussite éducative
- › Prévention de la délinquance et Sécurité
- › Santé
- › Habitat et cadre de vie
- › Emploi et insertion
- › Égalité femmes / hommes
- › Lutte contre les discriminations

En 2014, ont particulièrement été étoffés les champs de l'apprentissage de la langue française et plus particulièrement du Français Langue d'Intégration.

Les achats documentaires

Une centaine de documents ont enrichi le fonds documentaire et les mallettes pédagogiques en 2014.



Les Ressources « numériques »

Outre les documents physiques référencés dans la base [COSOTer](#) pour assurer le prêt auprès des usagers, 2063 documents au format numérique (pdf, powerpoint, word et vidéo confondus) peuvent être téléchargés et/ou renvoyés sur le site d'origine en ligne.

Les abonnements

Les 12 abonnements souscrits en 2013 ont été renouvelés en 2014 et restent disponibles au numéro pour une consultation sur place et/ou un emprunt – hors dernier numéro –.

Actualité de la formation

Inffo formation (ex-Inffo flash -Centre Inffo)

Éducation / ingénierie pédagogique

Les Cahiers pédagogiques
Diversité ville école intégration
Éducation permanente

Interculturel

Écart d'identité
Savoirs et formation (fédération EAFTI)

Veille/information

Net ressources

Alphabétisation

Journal de l'alpha

Développement local/société/ville

Urbanisme

Sécurité

Les cahiers de la sécurité intérieure -
nouvelle série

Local

La sept (TO 7)
Friture

Accueil – Accompagnement / Conseil

L'espace documentaire de R&T est un lieu d'accueil pour tout public. Sont assurées des permanences du mardi au vendredi pour tout individu ou groupe souhaitant travailler in situ.

Horaires d'accueil

- du mardi au jeudi : 9h00 - 13h00 / 14h00 - 17h00
- vendredi : 9h00 - 13h00 / 14h00 - 16h00

Fermeture les lundis.

En 2014, 477 visites ont été enregistrées pour un total de 171 personnes (hors passages des usagers du CNFPT).

La fonction accompagnement / conseil

Tout 1^{er} accueil s'effectue, en principe, sur rendez-vous. Il requiert généralement une vingtaine de minutes par personne et une demi-heure ou trois quart d'heure par groupe : présentation de la structure, du programme de formation, du Service d'Information et de Documentation, des ressources, réponses aux questions.

Ce 1^{er} accueil engendre la plupart du temps d'autres rendez-vous qui prennent alors la forme d'entretiens, d'accompagnement-conseil sur les ressources, menés conjointement par l'ensemble de l'équipe : Chargée InfoDoc, Chargée de formation, Chargées de mission et responsables.

Données chiffrées, 2014

En 2014, l'espace documentaire a accueilli 171 usagers, 89 structures dont 20 en accueil de groupes - au moins 2 personnes - .

Structures concernées :

- Ariège alpha (09)
- Vallées Villages Montagnes (09)
- AFPA Toulouse (31)
- CNFPT Midi-Pyrénées (31)
- CRFMS ERASME (31)
- École Buissonnière (31)
- ESAT Clermont Capelas (31)
- ESAT Les Ateliers du Comminges (31)
- INSTEP MP (31)
- Ligue de l'enseignement - FOL (31)
- Mission locale Bagatelle (31)
- Parole Expression (31)
- TO 7 (31)
- PROGRESS Cabinet (31)
- UFCV Midi-Pyrénées (31)
- Portes Ouvertes (65)
- CEDETPH (65)
- CIMADE (65)
- CLES Lavaur (81)
- GRETA (81)

Par ailleurs, deux matinées entières ont été consacrées à la présentation du fonds documentaire aux 2 groupes de stagiaires du cycle de formation : **Développer ses compétences de formateur (DCF)** : 19 mars et 10 oct. 2014.


État des fréquentations et des prêts

Évolution de la fréquentation	Usagers	Nombre de visites	Prêts
2011	206	410	977
2012	140	363	1055
2013	147	401	921
2014	171	477	987

Ne sont pas comptabilisées dans ce tableau, les statistiques d'accueil / renseignements qui concernent les agents du CNFPT, bien que ce type d'accueil soit fréquent en raison de la mutualisation de l'espace documentaire commun au CNFPT et à R&T.

Les relais dans les départements de Midi-Pyrénées

Les relais sont des structures-partenaires qui facilitent l'accès à la documentation mise à disposition dans les sites et assurent la gestion de l'emprunt des ressources du fonds documentaire et des mallettes. Ils existent dans tous les départements de Midi-Pyrénées dans le cadre de conventions d'échanges de services.

Ville	Structure	Service	Référent	Téléphone
Foix	FDFR 09 - Fédération Départementale des Foyers Ruraux de l'Ariège		Véronique RIEFFEL	05 62 01 56 74
Rodez	Mission Locale à la MCEF	 	Sandrine BERNAD	05 65 73 85 85
Saint-Gaudens	Médiathèque départementale 31	 	Josiane CHOULET	05 62 00 90 30
Auch	Association IMAJ' 32		Corynn THYMEUR	05 62 60 21 21
Cahors	Centre Social Sainte-Valérie 46	 	Sébastien DESCLOUX	05 65 53 90 52
Tarbes	Mission Locale Antenne Nord 65	 	Josiane LABAT	05 62 56 34 34
Albi	GRETA du Tarn	 	Virginie SEGHETTO	05 63 48 13 70
Montauban	Service Politique de la Ville du Grand Montauban ; Mallettes disponibles à la Maison des Associations	 	Catherine DAVID et/ou Patrick DESCHESNES	05 63 22 19 90



Fonds documentaire constitué des mallettes 1, 2 et 3



Les 2 dernières mallettes 4 et 5

Contacts également disponible sur le site Internet : www.ressources-territoires.com

Personnes-relais : pour consulter et/ou emprunter les mallettes, les professionnels intéressés doivent se mettre en rapport avec la personne identifiée dans le relais du département souhaité.

Les ressources documentaires en départements : les mallettes

Ces mallettes s'adressent prioritairement aux professionnels de la formation, de l'insertion, de l'accompagnement : formateurs, mais aussi aux conseillers, animateurs, ... Elles visent à pallier l'éloignement géographique du centre de ressources régional. Vingt-quatre références sont proposées à l'emprunt dans les départements. Elles constituent une aide précieuse à la construction / animation de séquences pédagogiques.

Contenu des mallettes

Elles compilent supports pédagogiques, méthodes, démarches et références théoriques rassemblés dans 2 valises à roulettes distinctes pour en faciliter le transport.

Elles viennent enrichir un fonds documentaire existant pour la plupart des sites (4/6).

Le contenu de ces mallettes est revisité chaque année à l'occasion de la présentation des nouvelles ressources en départements.

Thèmes exploités : l'éducabilité, la dynamique de groupe, la lecture-écriture-jeu, l'orientation professionnelle, l'interculturalité, le FLE / FLI, la problématique de l'illettrisme, l'apprendre à opérer / calculer ...



Journées Découverte des Ressources

Plusieurs journées pour découvrir les ressources se sont tenues :

- 1er juillet et 3 septembre à Toulouse (espace documentaire)
- 3 juillet à Foix (DFDR 09)
- 5 septembre à Tarbes (Mission locale / MCEF 65)

« Sources & Ressources » – Journées Portes Ouvertes et Doc's Ap(prendre) !

<http://www.ressources-territoires.com/decouverte-ressources.php>

Évaluation quantitative et qualitative

- 2014 – Toutes les mallettes ont été empruntées dans chaque site relais, hors département du Tarn.
- Dans les départements, les mallettes ont été mobilisées par des structures, telles que :
 - **AFTRAM** (82/ Aide aux Familles des Travailleurs Migrants)
 - **Ariège Alpha** (09/ organisme de formation en Alpha, FLE/FLI)
 - **AVEC** (82/ Apprentissage Valorisation Échange Culture)
 - **Centre social AZIMUT** (31/ Ccentre social réalisant des actions d'apprentissage de la langue)
 - **CPARLESMO** (82/ Culture Parcours Langue Échange Savoir), ...
 - **Hérisson Bellor** (09/ entreprise d'insertion)
 - **Myriade Association** (12/ association d'éducation populaire et de soutien aux publics migrants)
 - **NATIF** (32/ organisme de formation formant au FLE, FLI pour faciliter l'intégration des personnes francophones)
 - **Portes Ouvertes** (65/ association d'apprentissage de la langue ...)
 - **REGAR** (32/ centre de formation pour l'apprentissage du français, chantier d'insertion environnement, pôle santé avec actions de prévention)
 - **Resto du cœur** (65/ association caritative qui propose des ateliers d'apprentissage de la langue)
 - **UDAF** (09/ Union Départementale des Associations Familiales)

Les productions

R&T est amené à produire plusieurs types de documents dans le cadre de la professionnalisation et de l'animation régionale.

Certaines productions sont des publications « papiers », telles que les fiches expériences, d'autres ne sont accessibles qu'au format numérique comme les dossiers Théma, d'autres encore sont diffusées et au format papier et au format numérique, comme les dossiers R&T.

Les Conf'At'



L'emploi et l'insertion professionnelle des migrants
Avec les interventions d'[Alexandre GEORGE](#) et [Yves BREEM](#)
Conf'At', avril 2014, n°11, 40 p.

Les migrants : des travailleurs à part ?

La France compte 5,3 millions d'immigrés sur son territoire, soit 8 % de la population. C'est une population très diverse en termes d'origine : un tiers des immigrés est né au sein de l'Union Européenne (UE), deux tiers proviennent d'un pays tiers. Alors que les immigrés de l'UE font mieux sur le marché de l'emploi que les personnes nées en France, les immigrés des pays tiers sont fortement touchés par des problèmes d'insertion professionnelle. Plus souvent inactifs, trois fois plus souvent au chômage, leur situation peine à se rapprocher du reste de la population. Car pour travailler en France, tout ressortissant étranger, hors UE, doit disposer d'une Autorisation de Travail (AT). Pour obtenir un titre de séjour au motif professionnel, les procédures de demande d'AT varient selon le pays d'origine du candidat, son niveau d'étude et son expérience, le secteur et métier concernés.

Les spécificités des Ateliers Socio-Linguistiques « ASL » dans les dispositifs linguistiques

Avec l'intervention d'[Aurore BARROT](#)
Conf'At', août 2014, n°10, 40 p.

ASL, quelles spécificités ?

Les Ateliers Socio-Linguistiques (ASL) sont des actions de proximité qui permettent l'apprentissage de la langue française dans un contexte d'intégration (Français Langue d'Intégration) et d'entrer dans des dispositifs de formation et des parcours de qualification.

Adultes immigrés, peu autonomes dans les aspects de la vie quotidienne en raison d'une méconnaissance du fonctionnement de certains espaces sociaux et d'un manque de maîtrise du langage nécessaire à leur fréquentation, ces publics sont orientés par les préfectures, les pôles emploi, les services sociaux, les missions locales, les associations, les organismes de formation, les municipalités...



En Midi-Pyrénées, une quarantaine de structures sont financées pour ces actions ASL.



Diversité... Affichage ? Ou réelle volonté d'un mieux-vivre ensemble ?
 Avec l'intervention d'Olivier PHILIPPE, Marie Giuseppina BRUNA et
 Bruno BOURGAREL
 Conf'At', octobre 2014, n°9, 52 p.

Peut-on construire une « indifférence aux différences » ?

Égalité, égalité des chances, diversité, lutte contre les discriminations... mots-clefs ou « mots-valises », ces termes ne sont pas synonymes mais induisent des confusions pénalisantes pour la compréhension et par conséquent pour l'action.

Fondée sur le principe d'égalité, un principe de justice, la tradition républicaine a longtemps nié l'existence même des discriminations (puisque la République Française « assure l'égalité devant la loi de tous les citoyens sans distinction d'origine, de race ou de religion » comme le stipule le premier article de la Constitution) et la France a encore beaucoup de mal à accepter sa pluralité culturelle, à s'admettre « diverse ». Pourtant, dans le quotidien, les discriminations remettent en cause la devise républicaine.

Décrochage scolaire : comprendre pour agir
 Avec l'intervention d'André CHAUVET
 Conf'At', juillet 2014, n°8, 66 p.

Lutter contre la banalisation du décrochage

Si les phénomènes de décrochage ont toujours existé, leur médiatisation actuelle, tant au niveau national que mondial, relève de plusieurs facteurs conjoints et d'observations assez consensuelles. On signale leur intensité voire leur banalisation dans certaines situations ; leur précocité ; la variété des formes observées et des symptômes associés mais également la difficulté à les anticiper et bien sûr à les réduire durablement. Par ailleurs, ils interrogent nombre de cadres établis ou de valeurs fondamentales (scolarité obligatoire, équité, accès de tous au savoir, respect de règles du vivre ensemble). Plus largement, ils posent la question des rapports à la formation, de son utilité perçue mais également d'une interrogation des rôles (enseignants, formateurs, famille, conseillers, accompagnateurs...).



L'emploi et l'insertion professionnelle des migrants

Avec les interventions d'**Alexandre GEORGE** et **Yves BREEM**
Conf'At', avril 2014, n°7, 48 p.



Les migrants : des travailleurs à part ?

La France compte 5,3 millions d'immigrés sur son territoire, soit 8 % de la population. C'est une population très diverse en termes d'origine : un tiers des immigrés étant né au sein de l'Union Européenne (UE), deux tiers provenant d'un pays tiers. Alors que les immigrés de l'UE font mieux sur le marché de l'emploi que les personnes nées en France, les immigrés des pays tiers sont fortement touchés par des problèmes d'insertion professionnelle. Plus souvent inactifs, trois fois plus souvent au chômage, leur situation peine à se rapprocher du reste de la population. Car pour travailler en France, tout ressortissant étranger, hors UE, doit disposer d'une Autorisation de Travail (AT). Pour obtenir un titre de séjour au motif professionnel, les procédures de demande d'AT varient selon le pays d'origine du candidat, son niveau d'étude et son expérience, le secteur et métier concernés.

Les fichExpériences

Ces fiches constituent le volet « capitalisation » de R&T; leur objectif est de porter à la connaissance des acteurs, des expériences innovantes qui peuvent être généralisées. Elles servent à la fois la connaissance et l'amélioration des pratiques. Elles font l'objet d'une diffusion aux acteurs de Midi-Pyrénées et viennent alimenter deux bases de données : la base ville et la base européenne EUKN.

Apprendre la langue et les savoirs de base avec et par les situations de travail

FichExpérience, août 2014, n°9, 4 p.

SIAE : des structures de lutte contre l'exclusion

L'IAE est née dans les années 70 à l'initiative d'acteurs de terrain désireux de dépasser les logiques d'assistance et de privilégier l'autonomie des personnes. Rapidement perçue comme un moyen efficace de lutter contre l'exclusion sociale et professionnelle, l'IAE est aussi devenue un moyen de lutter contre l'illettrisme et/ou de renforcer l'apprentissage des savoirs de base pour son public.



Diplômes professionnels d'apprentissage de la langue française :
sésames pour l'insertion des migrants ?

FichExpérience, août 2014, n°8, 4 p.



Une politique d'intégration par la langue

En France, comme dans toute l'Union Européenne, la maîtrise de la langue pour les migrants est devenue un gage de meilleure insertion. Dans le monde professionnel, plus que l'apprentissage de la langue du pays d'accueil, c'est la capacité d'un immigré à montrer qu'il peut être professionnellement autonome qui compte.

Même s'ils ne sont pas dédiés aux travailleurs migrants, le Diplôme d'Études en Langue Française, option « professionnelle » (DEL F Pro) et le Diplôme de Compétence en Langue, option « Français Professionnel » (DCL FP), peuvent s'avérer de véritables sésames vers l'emploi et surtout des atouts pour l'intégration sociale de leurs titulaires. Cette fiche, qui s'adresse aux professionnels de l'apprentissage de la langue ayant pour vocation d'accompagner ce public dans son parcours d'intégration sociale, économique et citoyenne, propose un éclairage sur ces deux diplômes.

La formation de base c'est "essentiels"

FichExpérience, janvier 2014, n°7, 4 p.

De l'illettrisme aux compétences de base

Aujourd'hui comme hier, l'épanouissement professionnel passe par la maîtrise de compétences qui peuvent sembler banales. Pourtant utiliser un ordinateur, surfer sur Internet, posséder des rudiments d'une langue étrangère et même lire, écrire et calculer sont des compétences de base qui échappent à certains salariés. C'est dans l'optique de soutenir et d'accompagner le développement des savoirs de base professionnels qu'Uniformation, Organisme Paritaire Collecteur Agréé (APCA) du secteur de l'économie sociale, de l'habitat social et de la protection sociale a initié en 2011 « Les Essentiels ».



Les Dossiers R&T



La réforme pour la ville, la cohésion urbaine et la solidarité
Sources & Ressources

Dossiers R&T, décembre 2014, n°3, 40 p.

L'apparition du terme « Politique de la ville » date de la fin des années 80 avec les notions de territoires et de quartiers. La focalisation sur les quartiers devait permettre la construction, progressivement, d'une réponse concertée des pouvoirs publics aux difficultés sociales, économiques, urbaines. L'idée d'élargir le champ de la contractualisation entre l'État, les collectivités et les organismes parapublics démontrait une volonté de lutter contre les processus d'exclusion sociale et contre la ségrégation spatiale. (...)

Les diplômes et les tests de Français Langue Étrangère
Dossiers R&T, août 2014, n°2, 28 p.

Ce dossier a pour objectif de recenser l'ensemble des diplômes (DILF, DELF, DALF, DCL, ...) et tests (TCF, TEF, TFI, BULATS, ...) pouvant être proposés aux apprenants migrants. Le formateur pourra ainsi les préparer ou les orienter vers une formation adaptée si besoin.

Ce dossier rappelle les niveaux de compétences du cadre européen de référence pour les langues et les données permettant de construire la durée des parcours nécessaire pour ancrer les apprentissages.



Le français à des fins professionnelles
Dossiers R&T, août 2014, n°1, 64 p.

En France, les années 2000 sont marquées par un accroissement de la place accordée aux questions linguistiques tant dans les politiques d'accueil et d'intégration des migrants, que dans les politiques d'insertion et de formation professionnelle de l'ensemble des salariés. Ces évolutions donnent lieu à la structuration de nouveaux dispositifs de formation linguistique pour adultes où l'apprentissage de la langue n'est plus une fin en soi mais un moyen de s'insérer socio-professionnellement (Brétégnier, 2011) dans un contexte économique exigeant.

Ce premier dossier réunit dix pratiques de dix organismes de formation sur l'ensemble de notre région.

Page 45 sur 81

Ce sont des dossiers de veille électronique qui ont pour objectif de présenter un sujet d'actualité, d'alimenter les acteurs en ressources de manière continue ; ils offrent un espace privé aux acteurs souhaitant échanger sur leurs pratiques professionnelles. Ils peuvent être utilisés comme un support à l'animation de réseaux.

Accès aux Savoirs de Base / Compétences Clés



De l'illettrisme aux Compétences Clés

Actualités

Développer les compétences clés des salariés

- Consulter la charte des bonnes pratiques
- Les actions programmées dans le cadre du FSP (Fonds de Sécurisation des Parcours Professionnels)

Le référentiel des compétences clés en situation professionnelle

Outils et ressources

Textes de référence

Insertion / intégration

FLI : Français Langue d'Intégration

Actualités

Sites de référence

Liste des organismes de formation labellisés FLI

Liste des experts FLI

Les diplômes FLI pour formateurs FLE

Outils et ressources

Synthèse pour comprendre le FLI

Plateforme collaborative :

Formateurs FLI : Accéder à votre forum FLI

Espace Ressources



Éducation / Décrochage scolaire



Du décrochage scolaire au rattachement !

- Actualités
- Sites de références
- Listes des experts
- Liste des organismes en Midi-Pyrénées
- Outils et ressources
- Espace Ressources

La nouvelle politique de la Ville

Une réforme pour la ville, la cohésion et la solidarité

- Actualités
- Outils de présentation de la réforme
- Les incontournables
- La politique de la ville répond à vos questions !
- Zoom Midi-Pyrénées
- Textes de référence
- Zoom sur la participation des habitants
- Sur la question de l'égalité femmes / hommes
- Pour aller plus loin



Dernières mises à jour des dossiers Théma, avril 2015.

Médiation sociale

Adultes-relais en Midi-Pyrénées : valoriser ses compétences dans un parcours professionnel



Le dispositif « Adultes-Relais »
Plan régional d'accompagnement professionnel des Adultes-Relais
J-Adultes Relais du 19 mai 2011
Documents de référence - Médiation sociale
2 sources de référence : les 4 emplois-repères / les fiches ROME
Métiers du Travail social et de la Santé
Métiers de l'animation, du sport et des loisirs
Métiers de la Prévention et de la Sécurité

Espace Forum

Dernières mises à jour de ce dossier Théma, mai 2014.

Veille et diffusion de l'information

La démarche « veille »

La veille est une démarche coopérative de travail qui vise à valoriser des informations / actions thématiques et/ou territoriales intéressants les acteurs.

En tant qu'activité de fond, cette pratique s'effectue en continu par l'ensemble de l'équipe R&T, mais aussi par les collaborateurs de Midi-Pyrénées et par les membres du réseau national des centres de ressources « Politique de la Ville ». Elle contribue à la connaissance et la professionnalisation des acteurs du territoire.

La démarche « veille » participe de fait à l'alimentation des outils de diffusion de l'information – site, blog, S-Q/R (Service Question/Réponse) et donne lieu à des productions, tels les dossiers R&T ou les dossiers ressources, en ligne.

DSI – Diffusion Sélective de l'Information – Service « Veille » ou alerte personnalisée

La DSI, ou service d'alerte sélective, s'opère en fonction de l'actualité, du programme de formation et conférences et de l'acquisition des ressources. Elle s'adresse aux acteurs : partenaires, adhérents et usagers du GIP R&T et de manière privilégiée aux trois réseaux d'acteurs animés par R&T que sont : le réseau des Chefs de projet Contrat de Ville, le réseau des Coordinateurs Réussite Éducative et Coordinateurs Prévention de la Délinquance/Sécurité.

Depuis quelques années, parallèlement au service d'alerte « réseaux » mené par l'ensemble de l'équipe, R&T développe la formation « veille professionnelle : démarche, méthodologie et outils » auprès des acteurs pour favoriser leur autonomie vis-à-vis de la surveillance / gestion de l'information.

Depuis 2013 – 8 journées de formation ont été dispensées (formations inter, intra et animations de réseaux).

2014 – La coopération « veille documentaire » dans le cadre du réseau des centres de ressources Politique de la Ville et Cohésion sociale territoriale. Cette coopération permet de réaliser quotidiennement un panorama de presse sur la politique de la Ville, directement accessible depuis le site web de R&T. Il est possible de s'y abonner par mail ou par flux d'actualité.

Le site Internet : www.ressources-territoires.com

Le site internet représente le point d'entrée unique d'accès à toute action / production de R&T.

The screenshot shows the homepage of 'Ressources & Territoires'. At the top, there is a navigation bar with links: 'MEILLEUX NOUS CONNAÎTRE', 'ACTUALITÉS', 'AGENDA', 'NOUS CONTACTER', 'POLITIQUE DE LA VILLE', 'PRÉVENTION ET SÉCURITÉ', and 'ACCÈS AUX SAVOIRS DE BASE'. The main header features the logo and the title 'Centre de ressources midi-pyrénéen POUR LES ACTEURS DE LA COHÉSION SOCIALE'. A central graphic contains the terms: 'Former', 'Mutualiser', 'Relier', 'Capitaliser', 'Valoniser', and 'Informer'. Below this, there are sections for 'Les Formations et Conférences R&T' with a 'Cliquer ici Pour s'inscrire' button, and 'R&T soutient le "Mouvement Contre le Discours de Haine"' with a red heart logo and the text 'NON À LA HAINE MOUVEMENT CONTRE LE DISCOURS DE HAINE'. On the left, there is a vertical menu with buttons: 'Adhérer à R&T', 'Appels d'offres d'interventions', 'Accéder à L'ESPACE DOCUMENTAIRE', 'Panorama de presse', 'Actu des Territoires', 'Nos Productions', 'Dossiers Théma', 'Cartographie acteurs', and 'Offres d'Emploi'. Below the menu is an 'AGENDA DE R&T' section with details about a meeting on 'Le conseil citoyen' and a 'Formation : Les droits fondamentaux' on 'Jeudi 7 mai'. At the bottom right, there is a section for 'NOUS SOUMETTRE UNE ACTUALITÉ' with a link to 'toutes les actualités' and an invitation to a conference by José Morel on 'L'INTIME AU RISQUE DU SECRET PARTAGÉ'.

Il s'est enrichi, au fur et à mesure des années, d'entrées nouvelles : accès au programme de formation transversal, formulaire d'inscription en ligne aux formations ; ainsi que de nouvelles rubriques : offres d'emploi, cartographie des acteurs, accès aux productions / publications, dossier ressources, ...

Menu du site

En outre, le site ouvre sur des rubriques plus spécifiques en termes de contenus telles que :

Accéder à COSOTer

L'accès à la [base Ressources COSOTer](#) : base mutualisée entre 6 centres de ressources Politique de la Ville (Grand Sud-Ouest : Centre et Poitou-Charentes, Aquitaine, Midi-Pyrénées, Languedoc-Roussillon, région PACA, et récemment le CR•DSU, région Rhône Alpes).

Cartographie acteurs

Cette entrée Cartographie est amenée à se développer pour les différents réseaux d'acteurs. A ce jour, vous pouvez consulter la présentation de la cartographie des acteurs de l'apprentissage de la langue, p. 80 de rapport.

OFFRES D'EMPLOIS

R&T n'assure pas de veille spécifique sur les offres d'emploi mais sert de relais et/ou permet une mise en relation professionnelle pour les acteurs.

En 2014, 34 offres ont été publiées et diffusées dans le réseau d'acteurs (20 en 2013).

Adhérer à R&T

Elle comporte tous les éléments nécessaires à une démarche d'adhésion au GIP.

- Fiche de présentation de R&T
- Schéma de projet
- Plan de développement à 3 ans
- Arrêté de renouvellement
- Convention constitutive
- Modèle de délibération d'adhésion
- Modèle de lettre d'intention
- Conditions d'adhésion

Actu des Territoires

Cette rubrique sert de relai pour toute information thématique nationale et/ou locale sur les champs d'expertise de R&T :

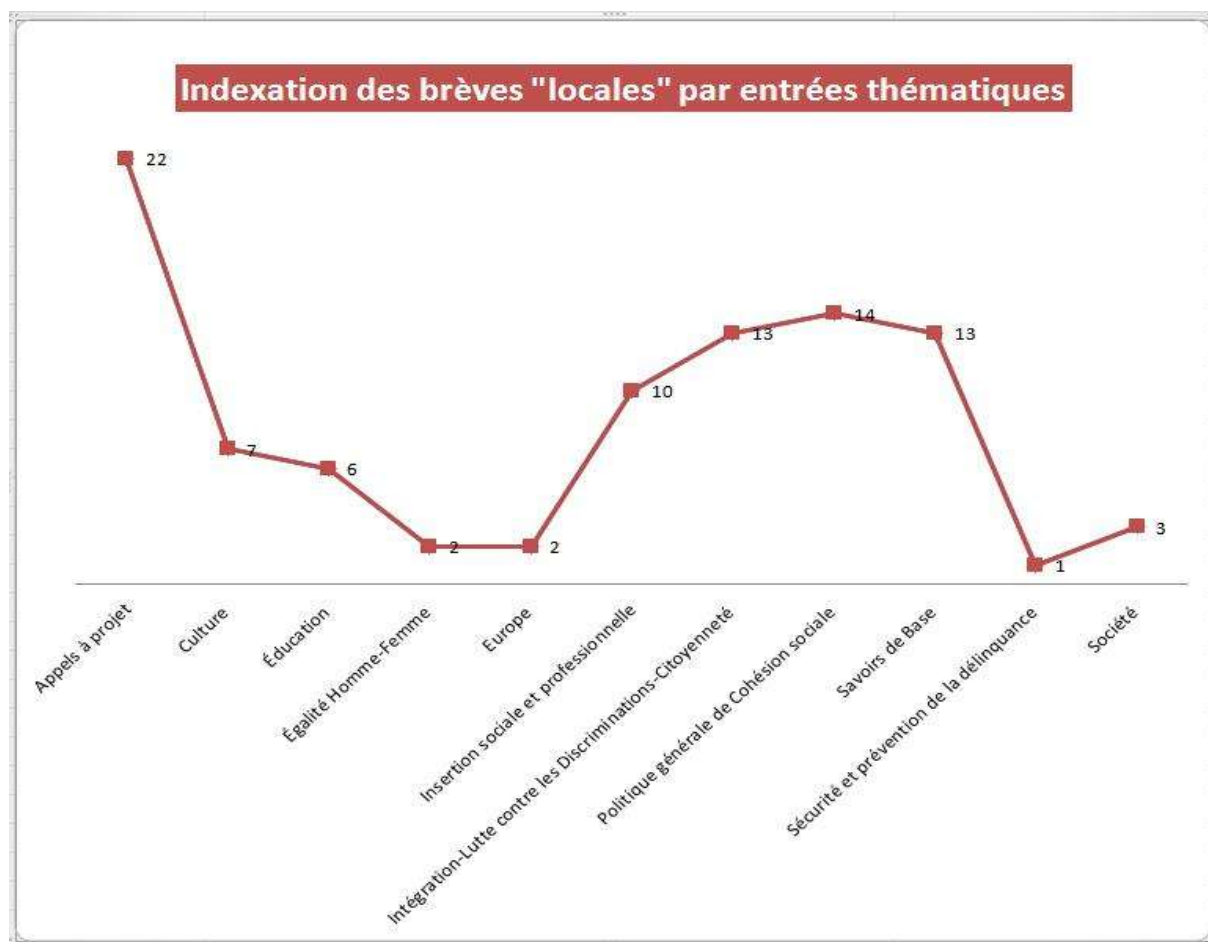
Politique générale de cohésion sociale, accès aux Savoirs de Base, Habitat-Cadre de vie, GUP - Gestion Urbaine de Proximité, PUI - Programme Urbain Intégré, Éducation / Réussite Éducative, Santé / ASV, Atelier Santé Ville, Emploi / Développement économique, ZFU - Zone Franche Urbaine, Intégration-Lutte contre les Discriminations-Citoyenneté, Égalité Homme-Femme, Prévention de la Délinquance et Sécurité / Stratégie territoriale de sécurité et de prévention de la délinquance, Europe, Société, Culture.

En 2014, le nombre d'abonnés à cette rubrique « Actualité des Territoires » par courriel s'élève à 133 personnes et ce, hors abonnement par flux RSS ou fil d'actualité.

Ce dernier type d'abonnement ne peut être comptabilisé informatiquement à ce jour, mais nous pouvons supposer que le nombre d'abonnés est en augmentation suite aux formations « veille professionnelle Internet », animée par la Chargée InfoDoc.

En 2014, nous avons relayé une centaine de brèves d'informations des territoires relatives aux champs de la Cohésion Sociale Territoriale (départements de la Haute Garonne et du Tarn en particulier).

Indexation des actualités locales par mots-clés	Indexation mot-clé
Appels à projet	22
Culture	7
Éducation	6
Égalité Homme-Femme	2
Europe	2
Insertion sociale et professionnelle	10
Intégration-Lutte contre les Discriminations-Citoyenneté	13
Politique générale de Cohésion sociale	14
Savoirs de Base	13
Sécurité et prévention de la délinquance	1
Société	3



En outre, le site offre de nombreux points d'accès à l'information que nous ne recensons pas tous dans ce rapport.

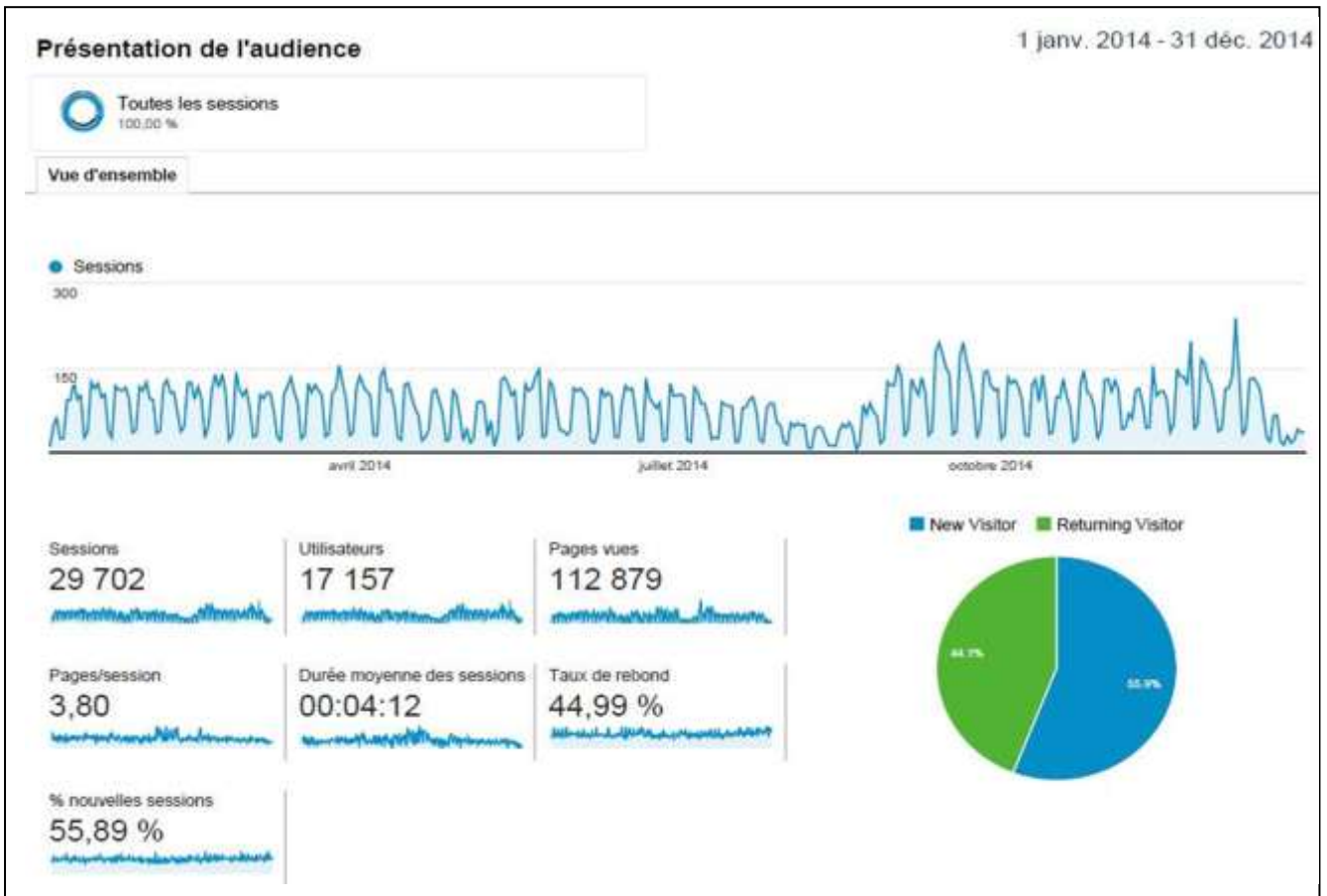
[Nos Productions](#)

[Dossiers Théma](#)

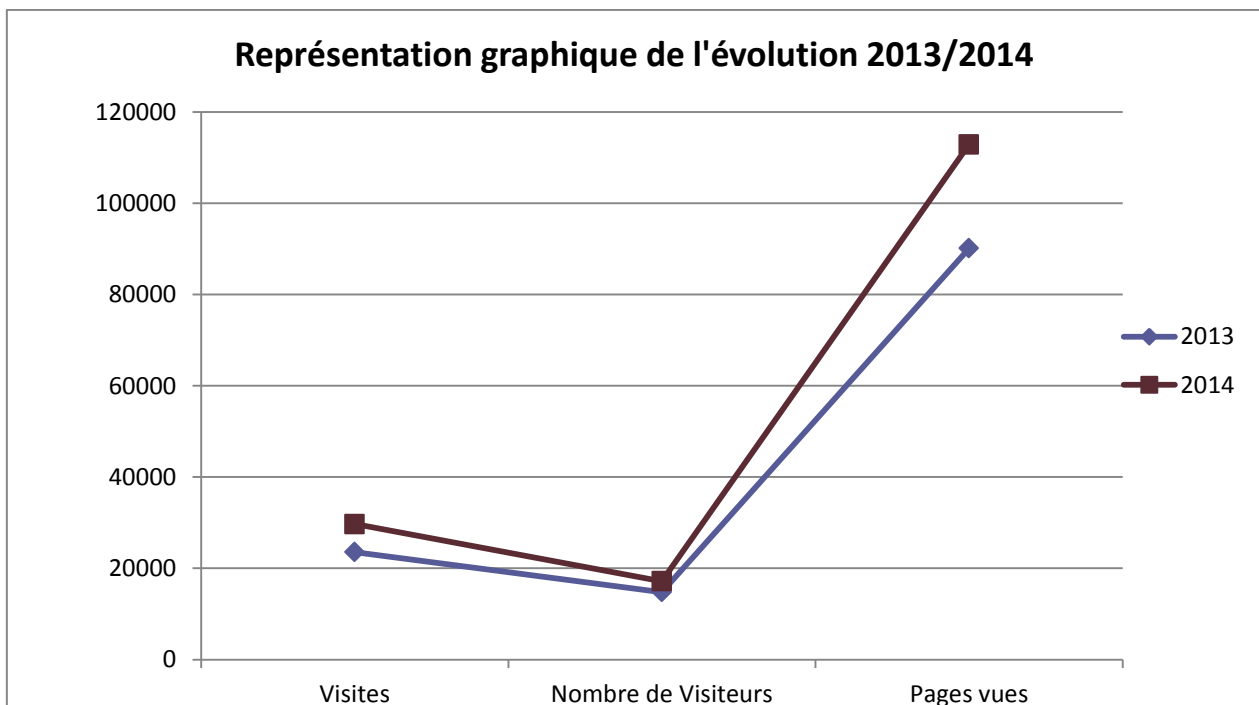
Cette rubrique capitalise l'ensemble de nos publications « papier ». Cf. le volet sur nos productions p. 41

Vue d'ensemble pour l'année 2014

En moyenne, nous comptabilisons environ 300 visites par jour.



Données chiffrées – Tableau synthétique et représentatif



Statistiques Site Web	2013	2014
Visites	23542	29702
Nombre de Visiteurs	14774	17157
Pages vues	90101	112879

Le Service Question/Réponse (S-Q/R)

C'est un outil de liaison gratuit qui permet aux acteurs de solliciter R&T par courriel ou téléphone sur les sujets qui les préoccupent. Généralement, il fournit des réponses personnalisées par l'ensemble des membres de l'équipe : recherche d'informations, de personnes ressources, mise en relation professionnelle, ... C'est un service actif et réactif.

Ces deux dernières années montrent une augmentation des demandes et des réponses par téléphone et par mails. Les appels faisant l'objet de réponses plus élaborées et transmises par écrit alimentent la fonction accompagnement / conseil.

En 2014, une centaine de réponses écrites ont été rédigées.

Les demandes émanent principalement des territoires de l'Ariège, l'Aveyron, la Haute-Garonne, le Lot, le Tarn, le Tarn-et-Garonne.

Par ailleurs, nous avons aussi eu des demandes de la part d'autres régions comme le Languedoc Roussillon (Participation des habitants), Nord Pas de calais (Illettrisme) et Paca (ressources sur les savoirs de base).

Thématiques récurrentes : les gens du voyage - aires, culture, langue -, le décrochage scolaire; l'illettrisme, l'éducation à la santé, l'insertion sociale et professionnelle, les fonds européens, le Français Langue d'Intégration, la participation des habitants, la méthodologie du contrat de ville.

De nombreuses demandes portaient par ailleurs et de façon plus concrète sur la formation, la cartographie des acteurs de l'apprentissage de la langue, les outils, les ressources.

Mutualisation des informations documentaires

Mutualisation des activités documentaires dans le cadre du réseau national des centres de ressources.

Mutualisation des Ressources : la base Ressources COSOTer

Depuis quelques années maintenant, Ressources & Territoires coopère au niveau national avec le Réseau des centres de Ressources Politique de la Ville et les Centres Ressources Illettrisme.



Depuis 2008, des actions de mutualisation des activités documentaires ont été lancées au sein du réseau national des centres de ressources Politique de la Ville.

4 chantiers ont été menés de front :

- Thésaurus
- outils collaboratifs
- veille thématique et veille territoriale
- bases de ressources documentaires

➤ COSOTer, une base Ressources mutualisée sur la COhésion SOciale Territoriale

Le chantier « mutualisation des bases de données documentaires », à l'image du réseau **RECI**, Ressources pour l'Égalité des Chances et l'Intégration, a donné naissance, pour le Grand Sud, à **COSOTer**, la base de ressources sur la Cohésion Sociale Territoriale.

En 2014, six centres de ressources politiques de la Ville participent à cette base ressources :

- Villes au Carré pour les régions Centre et Poitou Charentes
- Pays et Quartiers d'Aquitaine pour la région Aquitaine
- Ressources & Territoires pour la région Midi-Pyrénées
- CRPV PACA pour la région PACA
- Villes et Territoires pour la région Languedoc Roussillon
- CRDSU pour la région Rhône Alpes

La finalité de la base ressources mutualisée poursuit deux objectifs distincts mais complémentaires :

- **valoriser les ressources documentaires de chaque centre** : servir la gestion documentaire, assurer le fonctionnement du service – gestion des prêts, des commandes, ... pour chacun des Centres
- **constituer une « base ressources thématiques »** enrichissant la connaissance des acteurs

Si les effets de cette mutualisation s'avèrent positifs globalement – base enrichie pour les acteurs / gain en temps d'indexation et en coût pour les centres de ressources –, il s'agit aujourd'hui d'inscrire le produit COSOTer dans un projet plus vaste de collaboration inter-centres. Ce chantier vise une meilleure coopération tant dans la définition du projet en objectifs partagés, que dans l'action / production (manifestations inter-régionales, échanges d'intervenants, dossiers co-réalisés, ...).

À ce jour, elle comporte quelques 12 000 références de documents, tous supports confondus – ouvrages, rapports, supports pédagogiques, etc. / document papier et/ou document électronique.

Mutualisation de la veille informationnelle : le panorama de presse

Le réseau national des centres de ressources Politique de la Ville alimente quotidiennement un panorama de presse qui peut être suivi à l'adresse <http://www.scoop.it/actu-politiquedelaville> et/ou consultable depuis le site web R&T, rubrique



Panorama de presse

Toute l'actualité est sélectionnée en continu par les 20 centres de ressources politique de la ville, pour informer rapidement les acteurs sur les politiques territoriales de cohésion urbaine et sociale, en métropole et outre-mer. Presse écrite, audio et vidéo, les informations relayées sont de portée nationale : expression de journalistes, chercheurs, observateurs, politiques, témoignages d'acteurs... Vous y trouverez des éléments de synthèse sur l'actualité et des analyses pour comprendre les débats qui traversent ce champ des politiques publiques.



Accompagnement Conseil Aide à la décision

Démarche d'appui aux acteurs et aux systèmes
Accompagnement des territoires
Accompagnement des dispositifs

La démarche d'appui aux acteurs et aux systèmes

La posture de R&T en tant que centre de ressources régional est d'accompagner une démarche / un projet « de faire avec » plutôt que « de faire à la place de ».

Cette approche méthodologique concerne une diversité d'acteurs : Chargés de mission, Chefs de projets, Responsables de dispositifs, Coordonnateurs, Directeurs de structures, Responsables institutionnels, ...

Analyse de la demande et des besoins

Analyse du contexte et de l'existant

- Acteurs / enjeux
- Partenariats / réseaux
- Place du projet dans le projet de territoire

Analyse de la structure du projet

- Cohérence des objectifs
- Articulation des différents niveaux (politique, stratégique, opérationnel)

Analyse du fonctionnement et du mode d'organisation

- Identification des problèmes, des manques, des causes de dysfonctionnement
- Recherche de solutions
- Reconfiguration des processus clés

Analyse de la démarche de management du projet

- Comment le Chef de projet s'y prend pour gérer et conduire le projet ?

La démarche de travail se fait dans une relation individuelle ou collective (équipe projet) et repose sur une approche systémique, une attitude constructive, une posture d'authenticité de manière à créer une relation de confiance qui facilitera les échanges, la reformulation des idées et la production de notes de synthèse.

Au-delà du conseil méthodologique, R&T apporte à travers son analyse et son expérience une aide à la décision « politique » et stratégique pour la mise en place et le développement d'une démarche vers le « mieux vivre ensemble ».

Accompagnement des territoires

Grand Auch Agglomération – préfiguration du futur contrat de ville

Grand Auch Agglomération fait partie des 12 intercommunalités retenues (au niveau national) pour préfigurer les futurs contrats de ville pour la période 2014-2020. Concrètement, il s'agit de préparer l'administration territoriale de l'État, ainsi que l'ensemble des partenaires locaux à la signature des contrats.

Nous nous sommes engagés dans cet accompagnement à différents niveaux, à la fois stratégiques et opérationnels :

- suivi de la Gestion Urbaine de Proximité (GUP) ;
- participation aux instances de gouvernance (Grand Auch et Préfecture du Gers) ;
- appui méthodologique pour la mise en place d'un projet de territoire auquel s'adossera le prochain contrat de ville ;
- appui technique du bureau d'études chargé de la rédaction du diagnostic et du projet de territoire (document de préfiguration du contrat de ville) ;
- appui technique et méthodologique et aide à la décision pour la mise en place des « Conseils Citoyens » dans le cadre de la participation des habitants ;
- appui technique pour la mise en place d'un groupe de travail sur la lutte contre les discriminations et pour l'égalité Femmes / Hommes qui donnera lieu, à terme, à 2 plans d'action.

Préfecture de Midi-Pyrénées - Sensibilisation aux enjeux de la réforme de la Politique de la ville

Journée Inter-Régionale du 9 juillet à Toulouse

Journée destinée à présenter la réforme de la politique de la ville au plus grand nombre d'acteurs concernés sur les territoires de Midi-Pyrénées et Aquitaine.

L'ensemble des éléments de la réforme a pu être présenté par les représentants du CGET et de l'ANRU. Deux tables rondes ont été consacrées aux retours d'expériences des deux sites préfigurateurs de Midi-Pyrénées (Auch et Toulouse) ainsi qu'à la participation des habitants.

Organisée par les préfectures de régions, R&T a apporté un appui au SGAR sur :

- la préparation des contenus ;
- l'organisation de la journée ;
- la diffusion de l'information ;
- l'animation des tables rondes ;
- la réalisation de la synthèse des échanges.

Préfecture de l'Ariège

Sur l'ensemble des sites entrants en politique de la ville, 3 se situent sur le département de l'Ariège, territoire où jusqu'alors, la démarche était inconnue. La « Task Force » de la préfecture nous a sollicités pour un appui technique et stratégique, en particulier pour la présentation des enjeux dans le cadre d'une réunion interministérielle départementale en fin d'année.

Nous avons également réalisé un référentiel d'indicateurs pour faciliter la mise en œuvre du diagnostic partagé.

Accompagnement des sites entrant en politique de la ville ou en renouvellement

Dès l'annonce de la géographie prioritaire, nous avons pris contact avec l'ensemble des sites entrants afin d'identifier leurs besoins. Puis de nombreuses rencontres ont eu lieu autour des questions essentielles :

- mobilisation du droit commun ;
- articulation avec le projet de territoire ;
- préparation du diagnostic partagé ;
- participation des habitants ;
- méthodologie et plan de travail ;
- etc.

Engagement d'accompagnement sur site pour l'élaboration ou le renouvellement des contrats

Sites entrants	Sites en renouvellement
Saint Girons	Tarbes
Pamiers	Cahors
Saint Gaudens	Graulhet
Moissac	Gaillac
Rodez	

Au-delà de ces sites pour qui une démarche d'accompagnement est engagée, R&T est également sollicité de manière ponctuelle par l'ensemble des acteurs concernés, notamment les Chefs de projet.

Accompagnement auprès des Délégués du Préfet du Tarn pour la mise en place d'une démarche qualité du Programme de Réussite Éducative dans le département

Les Délégués du Préfet ont fait le constat qu'il n'existe pas de stratégie territoriale en matière de réussite éducative et que les cinq PRE du département fonctionnent de manière isolée. Afin de respecter au mieux les orientations nationales et de mettre en place un pilotage stratégique, la préfecture du Tarn a souhaité avoir une connaissance plus précise de ces programmes.

Engagé dès 2012, la démarche qualité du PRE du Tarn a continué en 2014 par l'élaboration d'une méthode d'évaluation des cinq PRE du département.

La démarche d'accompagnement engagée par R&T sur cette première période s'est poursuivie suite aux bons résultats obtenus, notamment sur les plus-values. Elle concerne le collectif réunissant tous les Coordonnateurs PRE (5), les Chefs de projets CUCS du Tarn (4), et associant parfois la DDCSPP.

Finalité

Accroître la lisibilité du dispositif PRE du département pour tous les partenaires institutionnels impliqués en mettant en place, à terme, une instance départementale de coordination des PRE.

Objectif

Partager la compréhension du dispositif en mettant en place une démarche d'évaluation en continue au niveau départemental en construisant un référentiel de bonnes pratiques.

Les différentes réunions de travail ont permis de délimiter le champ de l'évaluation, la question évaluative, la méthode de travail adaptée. L'organisation de la mise en œuvre continuera sur 2014.

Production

Référentiel des bonnes pratiques, référentiel d'évaluation des PRE du Tarn.

Évaluation qualitative

- Une démarche de niveau départementale structurée pour la politique de la ville
- Une dynamique de travail renouvelée associant l'État, les collectivités (Élus et gestionnaires), les Chefs de projets CUCS et Coordonnateurs
- La transférabilité de la méthode de travail pour les autres dispositifs de la PV dont ils ont la charge
- Une démarche positive pour tous les acteurs de la politique de la ville

SICOVAL - accompagnement du service DSAT - Direction des Solidarités et de l'Animation Territoriale - à l'élaboration du projet de Territoire

Suite au colloque « *le maintien du lien social, défi de l'intercommunalité* » du 19 octobre 2012, le Sicoval a poursuivi la réflexion dans le but de renouveler son projet de cohésion sociale et territorial.

Nous avons accompagné l'équipe de la DSAT dans sa démarche, plus particulièrement au niveau méthodologique.

Une première étape a consisté à structurer (classification des idées et détermination des objectifs) les éléments exprimés par les groupes de travail thématiques - les GAP (Groupe d'Analyse Partagée) mis en place après le colloque pour développer la réflexion initiée à ce moment-là.

La deuxième étape a porté sur le développement du projet en tant que tel.

Dans le prolongement de cet accompagnement nous avons également mis en place et animé une journée de formation interne intitulée « travailler en réseau » (6 juin).

Communauté d'Agglomération du Muretain – accompagnement du projet politique de cohésion sociale

La Communauté d'Agglomération du Muretain a engagé une réflexion sur sa politique de cohésion sociale ainsi que sur sa compétence « Politique de la Ville ».

Celle-ci s'est structurée autour de la mise en place du CISPD en 2007 et du programme d'actions qui en découle. Un « patchwork » de thématiques a été ajouté au fil du temps, comme la parentalité, les politiques éducatives, les gens du voyage ...

Il s'avère nécessaire de redéfinir les orientations et les axes d'intervention afin de redonner de la lisibilité à l'ensemble des acteurs concernés.

Nous accompagnons cette démarche de réflexion en apportant un appui particulier à l'équipe projet composée de la Chargée de Mission responsable du service « politique de la ville et cohésion sociale », du Directeur Général des Services et de l'Élu en charge de la politique de la ville.

La finalité de ce travail étant de repositionner la compétence « Politique de la ville » au sein de la CAM ainsi que son organisation en appréhendant la « cohésion sociale » à l'échelle d'un projet de territoire.

Communauté de Communes de Decazeville-Aubin

Accompagnement pour le développement du réseau « Parentalité »

La communauté de communes de Decazeville-Aubin s'est engagée, dès 2011, dans la création d'un « comité de réflexion parentalité » mobilisant les professionnels engagés dans ce champ.

Cette première expérimentation a évolué sur un projet de développement de réseau. Ce projet, bâti sur un certain nombre de constats, a fait émerger une question centrale : « comment les professionnels peuvent-ils mieux agir en cohérence auprès des familles ? ».

L'objectif étant de « créer et animer un réseau partenarial qui permette la réflexion et le partage d'information entre les acteurs et le développement cohérent d'actions en direction des familles ».

De manière plus concrète il s'agit de :

- développer les coopérations entre les acteurs ;
- développer les capacités d'intervention des acteurs auprès des familles ;
- construire une vision commune de la parentalité.

Dans la continuité du travail réalisé en 2013, nous avons maintenu un appui à l'équipe projet afin de développer ce réseau et de l'intégrer dans une dynamique plus large (projet de cohésion sociale territorialisé) tout en y fédérant d'autres acteurs institutionnels, notamment le CG 12.

Animation d'ateliers d'échanges de pratiques professionnelles

Nous avons animé ces ateliers dans le cadre du « réseau parentalité » pour les membres du réseau.

Ces ateliers ont réunis des professionnels d'horizons différents, à savoir :

- une Assistante sociale et 3 CPE de l'Éducation Nationale ;
- des CESF de la CAF et d'une association pour l'accès au logement ;
- des animateurs et coordonnateurs de structures d'éducatrices populaires ;
- une Technicienne d'Intervention Sociale et Familiale ;
- une Assistante sociale du CMPP ;
- un bénévole Président d'une association d'aide aux devoirs ;
- le Référent du Dispositif de Réussite Éducative ;
- deux Directrices de structures petite enfance ;
- la Directrice du CIO.

L'intérêt majeur de la démarche menée a été de :

- réunir des acteurs d'un même territoire ;
- croiser des regards différents sur les situations exposées ;
- percevoir les limites de son champ d'intervention ;
- connaître le quotidien professionnel de chacun des membres ;
- identifier et analyser les pratiques professionnelles développées dans une situation donnée ;
- enrichir sa pratique par le partage d'expérience ;

L'échange de pratiques n'est pas une recherche de solutions au regard de la situation d'un bénéficiaire (parent, famille, enfant) contrairement à l'étude de cas, elle permet de s'interroger sur la manière dont on agit, le « comment fait-on ? », en croisant les regards au-delà de la posture professionnelle.

Il permet, à partir d'une prise de conscience et d'un besoin de questionnement professionnel, d'interroger une situation vécue. La situation est reconstruite à partir d'un récit qui concerne un fragment d'activité professionnelle.

Cette démarche a permis de développer une pratique réflexive et analytique, en fait, une méta-compétence transversale. Ce travail a demandé aux participants :

- d'assumer la responsabilité de leurs actes ;
- d'accepter la confrontation aux autres et à soi-même ;
- d'être capable de prendre du recul et d'objectiver une situation ;
- de savoir écouter sans porter de jugement ;
- de faire preuve d'empathie et d'être dans une attitude solidaire ;
- d'accepter l'incertitude, le doute, la temporalité et l'absence de réponse prédéfinie.

2 groupes ont été mis en place pour 12 ateliers au total, 18 professionnels engagés et 65 participants.

Animation d'une journée d'échanges avec les Élus du bassin

Cette rencontre avec les Maires, les membres de la commission sociale et les Adjointes aux Maires en charge des affaires sociales a permis d'aborder les sujets suivants :

- définition et diversité du champ du « social » ;
- historique de l'engagement de la CCDA sur le champ social ;
- les constats posés sur tous les volets de la politique sociale ;
- la vision du territoire par les Élus ;
- les enjeux d'une politique sociale sur le territoire et les rôles respectifs des différents acteurs institutionnels.

13 Élus et 3 Techniciens ont participé à cette journée.

Accompagnement des dispositifs

Compétences Clés

En application des recommandations européennes visant à développer les compétences clés pour l'éducation et la formation tout au long de la vie, l'État a engagé depuis plusieurs années une politique nationale en faveur de l'acquisition de celles-ci.

À cet effet, la DIRECCTE Midi-Pyrénées propose un cadre d'intervention portant sur la mise en œuvre de prestations de formation conduisant à leur maîtrise.

L'enjeu majeur de ce dispositif est la sécurisation des parcours professionnels. Il constitue la première étape d'un parcours visant l'insertion dans l'emploi des actifs demandeurs d'emploi. Il permet le maintien dans l'emploi des salariés les plus vulnérables, ceux qui ne possèdent pas le socle minimum de savoirs de base ou qui en ont perdu la maîtrise. Il favorise l'accès à une formation qualifiante.

Ressources & Territoires, en tant que centre ressources illettrisme, contribue au développement de ce dispositif.

Ce travail a été réalisé en lien avec les services en charge du dispositif Compétences Clés de la DIRECCTE.

Suivi de la réalisation du marché « Compétences Clés » en appui du Chargé de Mission référent du dossier

- Vérification de l'adéquation - bons de commande et du paramétrage de ROSACE
- Vérification de la réalisation du marché avec les correspondants des UT de la DIRECCTE
- Vérification et actualisation des différentes données (adresses prescripteurs, mots de passe, nombre de prestations initiales, ...) en lien avec les bons de commande émis
- Correction des erreurs de saisies produites par les différents opérateurs à la demande des mandataires
- Conseil auprès des différents acteurs concernés par le marché (aspects techniques, éligibilité des publics, positionnement sur les lots, ...)

Réalisation d'un bilan sur le dispositif compétences clés au niveau régional

Ce bilan réalisé en décembre 2014 s'appuie sur les éléments fournis par la Direccte Midi-Pyrénées, les statistiques recueillis sur le logiciel de prescription Rosace ainsi que sur les bilans des opérateurs transmis fin octobre à la Direccte. Il porte sur :

- l'organisation du marché (19 lots) : les aspects budgétaires et organisationnels (11 prestataires, 30 opérateurs, 74 prescripteurs (Pôles Emplois, Missions Locales, Cap Emplois) ;
- les caractéristiques des publics accueillis :

En résumé : les stagiaires du dispositif compétences clés sont principalement des femmes : 1 149 personnes soit 64,84 % des participants fin décembre 2014.

Le public est composé de 28,2 % de jeunes de moins de 25 ans alors que ces derniers ne comptent que 10,7 % de la population active en Midi-Pyrénées.

Les personnes de plus de 50 ans représentent 12,47 %. Ils représentent 12,1% de la population active de Midi Pyrénées.

91,54 % sont des demandeurs d'emploi dont 85,61 % inscrits à Pôle Emploi et 49,38 % sont inscrits depuis au moins un an.

Le niveau des stagiaires est assez faible : les personnes de niveau VI et V bis représentent 56,71 %.

- les parcours des publics ayant suivi la formation

En résumé : 22,4 % des formations débutées en juillet 2013 et suivies jusqu'à leur terme ont duré moins de 40 heures, alors que 39,2 % ont dépassé 100 heures. Elles sont par ailleurs étalées dans le temps, 41,8 % d'entre elles se déroulent sur plus de 6 mois. En moyenne un stagiaire suit la formation pendant 106 heures sur une durée de 5,5 mois.

Analyse des parcours effectués sur le dispositif

La finalité vise à établir des typologies de parcours par domaine d'activité et à repérer les trajectoires professionnelles des participants.

- Repérage des secteurs et métiers vers lesquels les publics orientés sur le dispositif ont trouvé des solutions en termes de formation et d'emploi.
- Identification des articulations réalisées avec d'autres dispositifs emploi permettant aux bénéficiaires de s'engager véritablement dans un parcours de formation/apprentissage.

L'analyse des parcours Compétences Clés a été menée au travers de l'**analyse des données** sur Rosace au regard de l'avancée du dispositif, en octobre et décembre 2014. Il porte sur :

- les apprenants ayant participé à la formation entre juillet 2013 et décembre 2014 ;
- les apprenants ayant achevé la formation, sans abandonner, entre juillet 2013 et décembre 2014.

Une analyse qualitative a été réalisée par la suite avec une prise de contact, fin septembre/mi-octobre, avec les opérateurs du dispositif.

2 profils d'apprenants ont été sélectionnés car ils correspondent à 2 objectifs de formation distincts et sont les plus significatifs quantitativement :

- les profils orientés vers la formation qualifiante ;
- les profils orientés vers l'emploi hors alternance.

<p align="center">Parcours 1 Développement des compétences clés, accès à la formation qualifiante</p>	<p align="center">Parcours 2 Développement des compétences clés, accès à l'emploi</p>
<p>Ce parcours de formation permet aux apprenants d'atteindre le niveau requis pour l'entrée en formation pré-qualifiante ou qualifiante visée, pour se présenter au diplôme visé ou se présenter au concours de la fonction publique.</p>	<p>Ce parcours est proposé lorsque les besoins de l'apprenant relèvent du développement des compétences clés liées à la réalisation du projet d'insertion professionnelle. Il concerne en priorité les personnes identifiées au cours du positionnement initial comme relevant des degrés 3 et 4 du cadre national de référence « Lutter ensemble Contre l'illettrisme » de l'ANLCI.</p>
<p>Ce parcours de formation a pour objectifs principaux :</p> <ul style="list-style-type: none"> ➤ le développement des compétences clés en lien avec le niveau requis par l'accès à la formation pré-qualifiante ou qualifiante, le diplôme ou le concours de la fonction publique visé ; ➤ le développement de ses capacités d'apprentissage. 	<p>Ce parcours de formation a pour objectifs principaux :</p> <ul style="list-style-type: none"> ➤ le développement ou la réactualisation des compétences clés en lien avec l'emploi visé ; ➤ le développement de ses capacités d'apprentissage.

Plan Régional de Lutte Contre l'Illettrisme

Le plan régional de prévention et de lutte contre l'illettrisme a été signé le 1^{er} juillet 2013. Il fixe des priorités autour de 3 axes :

- Axe 1 : repérer, accompagner, orienter
- Axe 2 : sensibiliser et professionnaliser les acteurs
- Axe 3 : se former de l'école à l'entreprise

Chaque axe est décliné par fiches actions (25 au total) par l'ensemble des partenaires concernés : Services de l'Etat, Rectorat, Pôle Emploi, ARML, AGEFIPH, Conseil Régional Midi-Pyrénées, collectivités territoriales, PLIE, OPCA, CNFPT, représentant de branches professionnelles, ...

Ressources & Territoires s'est mobilisé plus particulièrement autour de plusieurs axes :

Axe 1 : Action 4 – « Développer un dispositif de suivi du parcours de l'apprenant à l'échelle territoriale – Communauté d'Agglomération de Castres-Mazamet »

- Développement d'une grille d'évaluation commune à l'ensemble des prescripteurs
- Participation aux comités de pilotage développement technique

Axe 1 : Action 5 – « Développer une cartographie des lieux d'apprentissage des savoirs de base et de la langue française »

- Mise en ligne de la cartographie de l'offre de formation : dispositif compétences clés et dispositifs mis en place par les OPCA

Liens d'accès à la cartographie :

http://www.ressources-territoires.com/acces-aux-savoirs-de-base/cartographie-des-acteurs/cartographie_region.php

Axe 2 : Action 7 – « Former les acteurs de l'insertion professionnelle et sociale au repérage et à l'accompagnement des personnes en situation d'illettrisme »

- Élaboration d'une proposition de formation au niveau régional, en collaboration avec la DR Pôle Emploi, afin de sensibiliser l'ensemble des Conseillers à la question de la maîtrise des compétences clés
- Sensibilisation des Travailleurs sociaux (Intervention Croix Rouge Toulouse)

Sensibilisation des prescripteurs de Compétences Clés

Pôle Emploi

Réalisation de journées de sensibilisation auprès des Conseillers sur les situations d'illettrisme et d'information sur les Compétences Clés :

Hautes-Pyrénées	13 février 2014
Haute-Garonne	20 février et 10 avril 2014
Tarn	27 février 2014
Tarn & Garonne	20 mars 2014

- ▶ 6 jours de formation réalisés pour les 2 structures
- ▶ 66 personnes accueillies

Mission locale 31

Réalisation d'une journée de sensibilisation auprès des Conseillers sur les situations d'illettrisme et d'information sur les Compétences Clés (24 avril 2014).

Sensibilisation des Entreprises et des OPCA

FAFTT

Co-animation d'une rencontre régionale de sensibilisation des professionnels des agences d'intérim, (15 octobre 2014).

ANFH

Organisation et animation d'une conférence avec l'IRFSS pour les Responsables d'établissement de la fonction publique Hospitalière. Cette conférence intitulée « Lutte contre l'illettrisme dans la fonction publique Hospitalière » a rassemblé une cinquantaine de professionnels le 24 juin 2014.

Conseil en ingénierie de formation et ingénierie pédagogique

Mission Locale de Toulouse

Mise en place de ressources pédagogiques dans le cadre du DATIC (Dispositif d'Accompagnement avec les Technologies de l'Information et de la Communication).

ARML

Élaboration d'une proposition d'un module de formation pour l'ensemble des Conseillers régionaux. La formation est prévue sur le premier semestre 2015.

DRPJJ

Présentation de ressources pédagogiques pouvant être mobilisées pour les jeunes (17 février).

AFPA

Accompagnement aux outils de repérage des publics ne maîtrisant pas les savoirs fondamentaux.

Organismes de Formation et diverses structures

Accueil et appui auprès de formateurs au centre de documentation. Cet espace est ouvert tous les jours ouvrés sauf le lundi, de 9h à 13h00 et de 14h00 à 17h. Il gère et met à disposition des ressources techniques et pédagogiques.

- ▶ 477 visites à l'espace documentaire
- ▶ 171 personnes accueillies
- ▶ 112 nouveaux accueils

Récapitulatif des structures accompagnées en 2014

Opérateurs du marché compétences clés

- AMS Grand Sud (31)
- AVEC (82)
- CFPPA du lot (46)
- CPARLESMO (82)
- CRAISAF(12)
- CREPT Formation (31)
- Greta Garonne (31)
- Greta de l'Ariège (09)
- Greta des Hautes-Pyrénées (65)
- Greta du Gers (32)
- Greta du Quercy Rouergue (12)
- Greta du Tarn (81)
- Greta du Tarn & Garonne (82)
- Lieu Ressources Formation (31)
- Ligue de l'Enseignement (31)
- Parole Expression (31)
- Travail Différent (31)

Autres organismes de formation

- AFORMAC (82)
- AFTRAM (82)
- Alliance & Culture (31)
- CNFPT Aveyron et Toulouse (12, 31)
- Croix Rouge Albi et Toulouse (81, 31)
- GIP FCIP (31)
- Hérisson Bellor (09)
- INSTEP MP (31)
- IRFSS (31)
- O plurielles (31)
- Topiniera (31)

Structures ayant développé des ateliers savoirs de base

- Ariège alpha (09)
- Association PAM (11)
- CEDETPH (65)
- CIMADE (65)
- CLES Lavour (81)
- École Buissonnière (31)
- ESAT Carmaux (81)
- ESAT Clermont Capelas (31)
- ESAT Gaillac (81)
- ESAT Les Ateliers du Comminges (31)
- Portes Ouvertes Tarbes (65)
- PROGRESS Cabinet (31)
- TO7 (31)
- UDAF 09
- Vallées Villages Montagnes (09)

Territoires

- GIP CUCSA Tarbes (65)
- Mairie de Fauroux (46)
- Plateforme Castres-Mazamet (81)

OPCA

- ANFH – Association Nationale de Formation Hospitalière
- FAFTT – Fonds d'Assurance Formation du Travail Temporaire

Prescripteurs

- CAF Albi (81)
- Missions Locales Toulouse, Lot (31,46)
- PLIE Grand Toulouse (31)
- Pôles emploi Tarbes, Lourdes, Toulouse, Albi, Rodez et Montauban (65, 31, 81, 12, 82)

Partenaires

- AFPA transition (82)
- ANLCI
- CASNAV (31)
- CLAP (31)
- CREPA(11)
- CRFMS ERASME (31)
- CRI PACA (13)
- DR PJJ
- Médiathèque de Toulouse (31)
- Plateforme de professionnalisation de l'IAE

Participation à des Jurys

De par notre expertise, nous sommes régulièrement sollicités pour participer à des jurys. Cela permet à la fois de suivre l'actualité et de consolider les liens partenariaux.

Fondation SNCF

Dans le cadre de son action pour la prévention de l'illettrisme, la Fondation SNCF a lancé son appel à projets « Entre les lignes », en partenariat avec l'Agence Nationale de Lutte Contre l'Illettrisme. Celui-ci vise à soutenir les jeunes en difficulté à deux périodes charnières : la petite-enfance et l'adolescence.

Nous avons participé à ce jury régional, composé d'experts de la prévention de l'illettrisme, pour l'évaluation des projets déposés.

GIP FCIP

Participation au jury de de la formation « Formateur Responsable Pédagogique » (FRP).

- Pour l'unité 2 : coordination de dispositifs ou d'actions de formation
- Pour l'unité 5 : Formation Ouverte À Distance (FOAD)

CLAP Midi-Pyrénées

Participation au comité de sélection des textes pour la publication du « Pied à l'encrier » junior et adulte.

Programme Régional d'Intégration des Populations Immigrées (PRIPI)

Le Programme Régional d'Intégration des Populations Immigrées s'inscrit dans les priorités du Ministère de l'Intérieur et de la politique d'accueil et d'accompagnement des étrangers avec l'objectif de soutenir davantage les projets locaux qui contribuent à mettre en place de réels parcours d'accueil et d'intégration. Ressources & Territoires intervient dans ce cadre en accompagnant les dispositifs d'apprentissage linguistique dont les ateliers socio linguistique (ASL) et le dispositif Ouvrir l'École aux Parents pour la Réussite des Enfants (OEPRE).

Accompagnement des structures associatives portant des Ateliers Socio Linguistiques (axe 2, action 2)

Démarche

Cet accompagnement se réalise auprès des structures « en demande ». Les ASL sont des actions de proximité qui permettent l'apprentissage de la langue française dans un contexte d'intégration. Les objectifs du dispositif sont d'apprendre à communiquer en français pour avoir un usage autonome des espaces sociaux dans le champ de la vie personnelle, de la vie culturelle, de la vie publique, de la vie citoyenne et de la vie économique.

Publics concernés

Partenaires de la DRJSCS, tous les opérateurs et formateurs concernés.

43 structures dans la région ont été accompagnées en 2014, et ce à plusieurs niveaux d'intervention :

- analyse systémique du projet de la structure en lien avec le projet territorial ;
- élaboration de réponses adaptées aux besoins :
 - appui au développement du projet, formalisation
 - formation d'intervenants (modules de formation spécifiques et/ou la mise en place de groupes d'échanges de pratiques, ...)
 - accompagnement à l'ingénierie pédagogique
- élaboration d'indicateurs et d'outils d'évaluation.

Structures concernées

Ariège

- APAJH
- Ariège Alpha
- UDAF
- Vallées Village Montagne

Aveyron

- CRAISAF
- Greta du Quercy Rouergue

Gers

- Portes ouvertes
- REGAR

Hautes-Pyrénées

- Cimade
- Portes Ouvertes

Haute-Garonne

- ACCEPPT
- Agir abcd
- Alliances & Cultures
- AMS Grand Sud
- Atelier de Terufan
- Centre social de Colomiers
- INSTEP
- IRFSS – Croix-Rouge
- Ligue de l'enseignement
- Parole Expression
- Resto du cœur
- Secours populaire

- Centre social de Fronton
- Centre social de la Save et du Touch
- CREPT Formation
- Diapason
- École Buissonnière
- Sept Deniers
- TO7 - Toulouse Ouverture
- Topiniéra
- Travail Différent
- Tremplin

Tarn

- CLES Lavour
- Ensemble
- IRFSS – Croix-Rouge
- Plateforme Castres-Mazamet
- Secours Catholique
- Secours Catholique

Tarn-et-Garonne

- AFORMAC
- AFTRAM
- AVEC
- CPARLESMO

Ouvrir l'École aux Parents pour la Réussite des Enfants

Ce dispositif est piloté conjointement par les ministères de l'intérieur et de l'éducation nationale, de l'enseignement supérieur et de la recherche.

L'objectif est d'apprendre, dans l'enceinte d'un établissement scolaire, la langue française, à l'oral et à l'écrit, en s'appropriant les principes et les valeurs de la République, en découvrant le fonctionnement de l'école afin d'acquérir les moyens d'aider ses propres enfants au cours de leur scolarité.

Ressources et Territoires a organisé des rencontres entre les professionnels des établissements de l'Éducation Nationale mettant en œuvre le dispositif OEP et les acteurs locaux travaillant sur l'apprentissage de la langue et les savoirs de base, les acteurs locaux travaillant dans le champ du soutien à la parentalité – sur les trois sites retenus en comité technique du 28/11/13.

Territoires : Graulhet, Montauban et Toulouse.

Publics concernés : Éducation Nationale, opérateurs (centres sociaux, associations, maisons de quartiers, ...), formateurs (salariés et bénévoles).

Le 7 juillet 2014, une réunion sur le département du Tarn et Garonne a été organisée autour de l'École du centre de Montauban avec l'ensemble des associations et organismes de formations intervenant sur le territoire. Quatre associations intervenant sur le champ de l'apprentissage de la langue, une association d'accompagnement des familles ainsi que le Délégué du Préfet, le Chargé de mission politique de la ville et la Coordinatrice du dispositif PRE.

Une réunion de préparation (9 octobre 2014) avec les responsables des établissements scolaires de Toulouse (Vauquelin et G. Sand) : après avoir précisé les demandes de chacun, une démarche a été convenue entre les parties de commencer les rencontres sur le territoire concerné.

La rencontre avec les associations et organismes de formation du territoire est prévue en 2015.

Études & Recherches

Diagnostics locaux de Sécurité et de Prévention
Diagnostic Enfance Jeunesse

Diagnostiques locaux de Sécurité et de Prévention

Gaillac - Diagnostic Local de Sécurité et de Prévention

La Ville de Gaillac a sollicité Ressources & Territoires pour la réalisation d'un diagnostic partagé sur les problématiques de délinquance et de tranquillité publique. L'objectif général poursuivi était le recueil d'éléments de diagnostic partagé auprès des acteurs du territoire dans l'optique de structurer et opérationnaliser le Conseil Local de Sécurité et de Prévention de la Délinquance (CLSPD) de Gaillac.

L'accompagnement vise la conduite d'un processus de réflexion sur la gouvernance de la prévention au sein de la collectivité, afin de favoriser une approche transversale et partagée avec l'ensemble des partenaires. Il s'agit de dresser un état des lieux qui sera support à une réflexion collective, sur le projet local de prévention de la délinquance. La démarche favorise une approche globale des processus garantissant le vivre ensemble, la cohésion sociale, la citoyenneté et la sécurité, tout en veillant à une meilleure articulation du champ de la prévention avec d'autres politiques publiques, notamment en matière sociale, éducative et urbaine.

Lancé en janvier 2014, ce travail de diagnostic a donné lieu à une pré-restitution aux Élus de la ville de Gaillac le 10 juin 2014, ainsi qu'à une restitution en CLSPD plénier le 24 juin 2014.

Grand Auch Agglomération - Diagnostic Local de Sécurité et de Prévention

Le Grand Auch a sollicité Ressources & Territoires pour la réalisation d'un diagnostic partagé sur les problématiques de délinquance et de tranquillité publique, sur le territoire de l'agglomération, avec une focale sur sa ville-centre et le quartier du Grand Garros, nouveau quartier prioritaire de la Politique de Ville. L'objectif général poursuivi était le recueil d'éléments de diagnostic partagé auprès des acteurs du territoire dans l'optique de structurer et opérationnaliser le Conseil Intercommunal de Sécurité et de Prévention de la Délinquance (CISPD) du Grand Auch.

L'accompagnement vise la conduite d'un processus de réflexion sur la gouvernance de la prévention au sein de la collectivité, afin de favoriser une approche transversale et partagée avec l'ensemble des partenaires. Il s'agit de dresser un état des lieux qui sera support à une réflexion collective, sur le projet local de prévention de la délinquance. La démarche favorise une approche globale des processus garantissant le vivre ensemble, la cohésion sociale, la citoyenneté et la sécurité, tout en veillant à une meilleure articulation du champ de la prévention avec d'autres politiques publiques, notamment en matière sociale, éducative et urbaine.

Ce travail de diagnostic s'est déroulé tout au long de l'année 2014 et a donné lieu à une pré-restitution aux Élus de la Communauté d'Agglomération le 16 septembre 2014, ainsi qu'à une restitution en plénière auprès de l'ensemble des partenaires, le 13 novembre 2014. Il a permis de nourrir le volet « prévention - sécurité » du Contrat de Ville en préfiguration, aussi bien le diagnostic que les fiches actions.

Diagnostic Enfance Jeunesse

Mazamet – Diagnostic Enfance Jeunesse (première phase)

La Ville de Mazamet a souhaité engager une démarche de diagnostic sur l'enfance et la jeunesse de son territoire, en vue du renouvellement de son Contrat Enfance Jeunesse et, plus globalement, de la redéfinition de sa politique enfance jeunesse. Le dernier diagnostic datant de 2003, il est apparu nécessaire à la Ville d'en engager un nouveau avant d'élaborer son projet. C'est dans cette double optique qu'elle a sollicité Ressources & Territoires.

Ce diagnostic vise notamment à réaliser un état des lieux et une analyse des ressources existantes (services, équipements ...), des pratiques actuelles et des attentes des familles dans le champ des activités extra et péri scolaires, de l'enfance et de la jeunesse.

La première phase de ce diagnostic, d'octobre à décembre 2014, consistait à recueillir les éléments nécessaires au renouvellement du Contrat Enfance Jeunesse, à partir d'une analyse sociodémographique de Mazamet et de son bassin de vie.

La seconde phase se poursuit sur le premier semestre 2015. Elle permettra d'affiner les analyses sur les caractéristiques du territoire :

- les services et les accueils périscolaires et extrascolaires ;
- l'adéquation avec les besoins ;
- l'accessibilité et la diffusion de l'offre ;
- les activités et les équipements ;
- les ressources associatives ;
- les pratiques de coopération partenariales ;
- les pratiques et les attentes des jeunes et des familles ;
- etc.

Ressources et Territoires accompagne la Ville de Mazamet, du diagnostic jusqu'à l'élaboration du projet qui sera rédigé par la commune.

Observation des Territoires

Tableaux de bords et cartographies de la délinquance
Cartographie des sites d'apprentissages de la langue

Tableaux de bords et cartographies de la délinquance

Contexte

Depuis le transfert de compétences de la Mission d'Observation de la Délinquance de l'Agglomération Toulousaine (MODAT) à Ressources & Territoires en décembre 2007, le GIP poursuit la gestion de cet observatoire de la délinquance. Dans ce cadre, sont ainsi régulièrement produits des outils d'observation et d'analyse (tableaux de bord, matrices, cartographies, bilans) des phénomènes de délinquance et d'insécurité.

Objectifs

- Élaborer et diffuser des outils favorisant l'observation et l'analyse des phénomènes de délinquance et d'insécurité.
- Assurer une meilleure information des maires, élus et techniciens en charge de mettre en œuvre et d'animer les politiques locales de sécurité et de prévention de la délinquance au sein des territoires (EPCI, communes).
- Favoriser la diffusion des statistiques produites par les forces de sécurité (Police Nationale, Gendarmerie Nationale), ainsi que les transporteurs publics (Tisséo, à Toulouse) et améliorer leur lisibilité et leur suivi.
- Dégager des tendances significatives et mesurer l'impact des dispositifs déployés au sein des territoires (département, EPCI, communes).

Éléments de méthode

R&T produit mensuellement et annuellement des tableaux de bord et des outils cartographiques, à partir des données produites par les unités de gendarmerie et les services de police, principalement par le Groupement de Gendarmerie de Haute-Garonne et la Direction départementale de sécurité publique de Haute-Garonne.

Ces tableaux de bord reposent sur un exposé sélectif des données fournies par l'État 4001, instrument statistique commun aux services de police et de gendarmerie. Créée en 1972, cette nomenclature administrative rend compte de la criminalité apparente, dans le sens où elle est établie à partir des faits dénoncés par les victimes (dépôt de plainte) et des constatations réalisées d'initiative par les services de police et unités de gendarmerie. Y sont ainsi enregistrés tous les faits constatés par procès-verbal, transmis au Parquet. Seuls les changements de législation ou de réglementation, l'évolution des systèmes d'information ou des modes de recueil peuvent donc venir entacher la continuité méthodologique de cet instrument de mesure.

Éléments de réalisation

R&T élabore et diffuse différents outils d'observation et d'analyse auprès de nombreux partenaires : forces de sécurité, préfecture, collectivités (Élus, Techniciens), services de l'État, transporteurs, etc.

Communauté urbaine de Toulouse Métropole

Réalisation de tableaux de bord mensuels pour l'EPCI Toulouse Métropole et pour chacune des 37 communes membres, soit 38 tableaux de bord.

24 indicateurs sont retenus pour chaque tableau de bord :

- Nombre de faits constatés
- Taux de criminalité
- Coups et blessures volontaires criminels et correctionnels n'ayant pas entraîné la mort (7)
- Menaces ou chantages (11, 12)
- Vols à main armée avec arme à feu (15, 16, 17, 18, 19)
- Vols avec violence sans arme (23, 24, 25, 26)
- Cambriolages de résidences principales et secondaires (27, 28)
- Cambriolages de locaux industriels, commerciaux ou financiers (29)
- Cambriolages autres lieux (30)
- Vols avec entrée par ruse en tous lieux (31)
- Vols à la tire (32)
- Vols à l'étalage (33)
- Vols d'automobiles (35)
- Vols de 2 roues (36)
- Vols à la roulotte et d'accessoires (37, 38)
- Vols simples (41, 42, 43)
- Infractions à la législation sur les stupéfiants constatées par les services (55, 56, 57, 58)
- Incendies volontaires de biens publics et privés (62, 63)
- Destructons et dégradations de biens publics et privés (66, 67)
- Destructons et dégradations de véhicules privés (68)
- Atteintes à l'autorité (72, 73)
- Sécurité routière : nombre d'accidents
- Sécurité routière : nombre de tués
- Sécurité routière : nombre de blessés

Chaque indicateur est décliné à partir de la grille suivante :

- nombre de faits constatés ;
- nombre de faits constatés mois n-1 ;
- variation mensuelle ;
- cumul.

En 2014, auront été ainsi produits 456 tableaux de bord mensuels (38 x 12).

Réalisation d'un tableau de bord annuel pour la collectivité Toulouse Métropole et pour chacune des 37 communes membres, soit 38 tableaux de bord annuels.

Rédaction d'un rapport annuel sur la délinquance constatée sur le territoire de Toulouse Métropole en 2013 (traitement des données sur l'ensemble du territoire, typologie avec matrices de classement des communes, cartographie communale et intercommunale du volume de faits pour une série d'indicateurs avec leur évolution).

Au total, 494 tableaux de bord (mensuels et annuels) **ont été réalisés en 2014**. Ils seront ensuite synthétisés au sein d'un rapport annuel, lui-même diffusé auprès de la Communauté urbaine de Toulouse Métropole autour de mars 2015.

Ville de Toulouse

Réalisation de tableaux de bord mensuels pour la Ville, soit 12 tableaux de bord en 2014.

Rédaction d'un bilan annuel intégrant les données spécifiques à chaque quartier et une analyse pluriannuelle (diffusé en avril 2014 avec les données 2013).

Production de cartographies (nombre de faits et variation) permettant d'évaluer l'évolution de la délinquance sur les 60 quartiers toulousains à partir de 7 indicateurs principaux :

- Nombre de faits constatés
- Coups et blessures volontaires
- Vols avec violence sans arme
- Vols simples
- Vols d'automobiles
- Vols à la roulotte et d'accessoires
- Cambriolages de résidences principales et secondaires

Élaboration de matrices de classement mensuel des quartiers permettant de visualiser :

- les 5 quartiers qui présentent le nombre de faits le plus important ;
- les 5 quartiers qui enregistrent la plus forte variation en volume ;
- les 5 quartiers qui présentent le nombre de faits le moins important ;
- les 5 quartiers qui enregistrent la plus forte baisse en volume.

Au total, 12 tableaux de bord, une synthèse, des cartes et des matrices de classement ont été réalisés en 2014 pour la Ville de Toulouse.

Préfecture de Haute-Garonne et la Ville de Toulouse : focale sur les quartiers en contrat urbain de cohésion sociale (CUCS)

Réalisation de tableaux de bord mensuels pour chacun des 8 quartiers en CUCS (Bagatelle, Bellefontaine, Empalot, Faourette, Izards, Mirail-Université, Reynerie et Papus), soit 96 tableaux de bord en 2014. Sont intégrées dans ces tableaux de bord les données « violences urbaines » produites par la Police Nationale et les données produites par Tisséo (transports).

Réalisation d'un tableau de bord annuel pour chacun des 8 quartiers en CUCS, soit 8 tableaux de bord.

Au total, 104 tableaux de bord ont été réalisés en 2014 pour les quartiers en CUCS.

Communauté d'agglomération du SICOVAL

Réalisation de tableaux de bord mensuels pour les 6 communes en CLS périurbain (Auzeville, Castanet-Tolosan, Lacroix-Falgarde, Escalquens, Labège, Ramonville Saint-Agne), soit 72 tableaux de bord communaux.

Production d'un tableau de bord annuel pour les 36 communes du SICOVAL, soit 36 tableaux de bord.

Élaboration d'un rapport pluriannuel de la délinquance constatée sur le territoire du Sicoval entre 2007 et 2013 :

- traitement des données sur l'ensemble du territoire ;
- typologie avec matrices de classement des communes du SICOVAL ;
- cartographie communale et intercommunale du volume de faits pour une série d'indicateurs avec leur évolution 2007-2013.

Au total, 108 tableaux de bord ont été réalisés en 2014. Ils seront synthétisés au sein d'un rapport annuel (diffusé en mars 2015) pour la Communauté d'agglomération du Sicoval.

Éléments d'évaluation

L'Observatoire de la délinquance donne une visibilité à des données habituellement peu accessibles aux collectivités tant en termes de transmission de la part des forces de sécurité, que de lecture rendue complexe par la technicité des données et le volume des index utilisés (plus d'une centaine). Cette activité participe ainsi à la mise en œuvre d'une meilleure observation des territoires, aussi bien de la part des acteurs étatiques que de la part des élus et techniciens des collectivités territoriales, destinataires de ces outils d'analyse.

Sur l'ensemble des partenariats existants en termes d'observation de la délinquance, en 2014, R&T a réalisé et diffusé 718 tableaux de bord, ainsi que des notes d'analyse agrémentées d'outils cartographiques et de matrices sérielles.

Pour ne pas mettre un terme à une continuité statistique existante depuis sa création, l'Observatoire n'a que peu fait évoluer ses tableaux de bord et leurs modalités d'élaboration et de diffusion. Cependant, face à plusieurs évolutions impactant l'outil principal de mesure propre aux forces de sécurité (réforme de l'État 4001 annoncée par le Ministère de l'Intérieur), l'Observatoire devra suivre les changements opérés à l'échelon national et probablement faire évoluer ses productions, tout en veillant à proposer des outils d'observation restant en adéquation avec les attentes et les besoins des acteurs locaux.

Tout au long de l'année, l'Observatoire de la délinquance est régulièrement sollicité dans la transmission ou la production d'éléments complémentaires d'observation et d'analyse.

En complément de ces outils d'observation transmis aux Élus et Techniciens de la Haute-Garonne, l'équipe est également venue en appui à certains de ces partenaires, de manière ponctuelle (demandes spécifiques) ou de manière plus pérenne (diagnostic local de sécurité, accompagnement à la structuration de Conseils Locaux de Sécurité et de Prévention de la Délinquance, ingénierie et méthodologie, etc.).

Cartographie des sites d'apprentissages de la langue

Cette cartographie réalisée par R&T, présente l'ensemble des dispositifs d'apprentissage de la langue par départements / dispositifs :

CAI et hors CAI - Contrat Accueil Intégration, Compétences Clés, OEPRE - Ouvrir l'école aux Parents pour la Réussite des Enfants, ASL - Atelier Socio Linguistique et autres initiatives locales.

Produit à forte valeur ajoutée pour tous les usagers, elle est régulièrement mise à jour, notamment grâce aux relais d'acteurs sur les territoires.

Actualisation des 33 structures financées dans le cadre des ASL (DRJSCS)

Département	Nombre opérateurs ASL	Nombre sites
Haute-Garonne	13	19
Ariège	4	9
Aveyron	4	4
Gers	3	3
Hautes-Pyrénées	3	6
Lot	1	1
Tarn	2	2
Tarn-et-Garonne	3	4
Total	33	48

Actualisation des structures financées dans le cadre du dispositif CAI et formations linguistiques complémentaires (OFII)

Département	Nombre opérateurs	Nombre sites
Haute-Garonne	6	7
Ariège	2	3
Aveyron	2	6
Gers	1	3
Hautes-Pyrénées	1	3
Lot	3	4
Tarn	2	4
Tarn-et-Garonne	1	2
Total	18	32

Actualisation des structures financées dans le cadre du dispositif compétences clés (DIRECCTE)

Département	Nombre opérateurs	Nombre sites
Haute-Garonne	11	15
Ariège	2	4
Aveyron	3	5
Gers	3	3
Hauts-Pyrénées	3	2
Lot	2	3
Tarn	3	3
Tarn-et-Garonne	4	2
Total	31	37

Actualisation des structures financées dans le cadre du dispositif compétences clés Français Langue professionnelle (OPCA)

Département	Nombre opérateurs	Nombre sites
Haute-Garonne	11	
Ariège	4	
Aveyron	2	
Gers	2	
Hauts-Pyrénées	3	
Lot	1	
Tarn	4	
Tarn-et-Garonne	2	
Total	29	

Actualisation des structures financées dans le cadre du dispositif OEPRE

Département	Nombre opérateurs	Nombre sites
Haute-Garonne	8	8
Ariège	0	0
Aveyron	0	0
Gers	0	0
Hauts-Pyrénées	1	1
Lot	0	0
Tarn	2	2
Tarn-et-Garonne	2	2
Total	13	13

Actualisation des structures financées localement (collectivités, PLIE,...)

Département	Nombre opérateurs	Nombre sites
Haute-Garonne	43	43
Ariège	1	1
Aveyron	3	3
Gers	0	0
Hautes-Pyrénées	0	0
Lot	1	4
Tarn	23	23
Tarn-et-Garonne	1	1
Total	72	75

9 593 consultations (pages vues) sur le site www.ressources-territoires.com

Apprentissage de la langue - des savoirs de base

- Les repères pour orienter
- Parcours d'intégration des migrants
- Présentation des dispositifs :
 - CAI - HORS CAI
 - Compétences clés
 - Compétences clés FLP
 - OEPRE
 - ASL
 - Initiative locale

Cette cartographie a été réalisée par R&T. Avec le soutien de la DRJSCS Midi-Pyrénées, DIRECCTE Midi-Pyrénées et le FSE

Site Relais de Ressources et Territoires



Médiathèque Départementale
689 chem. de la graouade
31800 Saint Gaudens
Tél : 05 62 00 90 30

